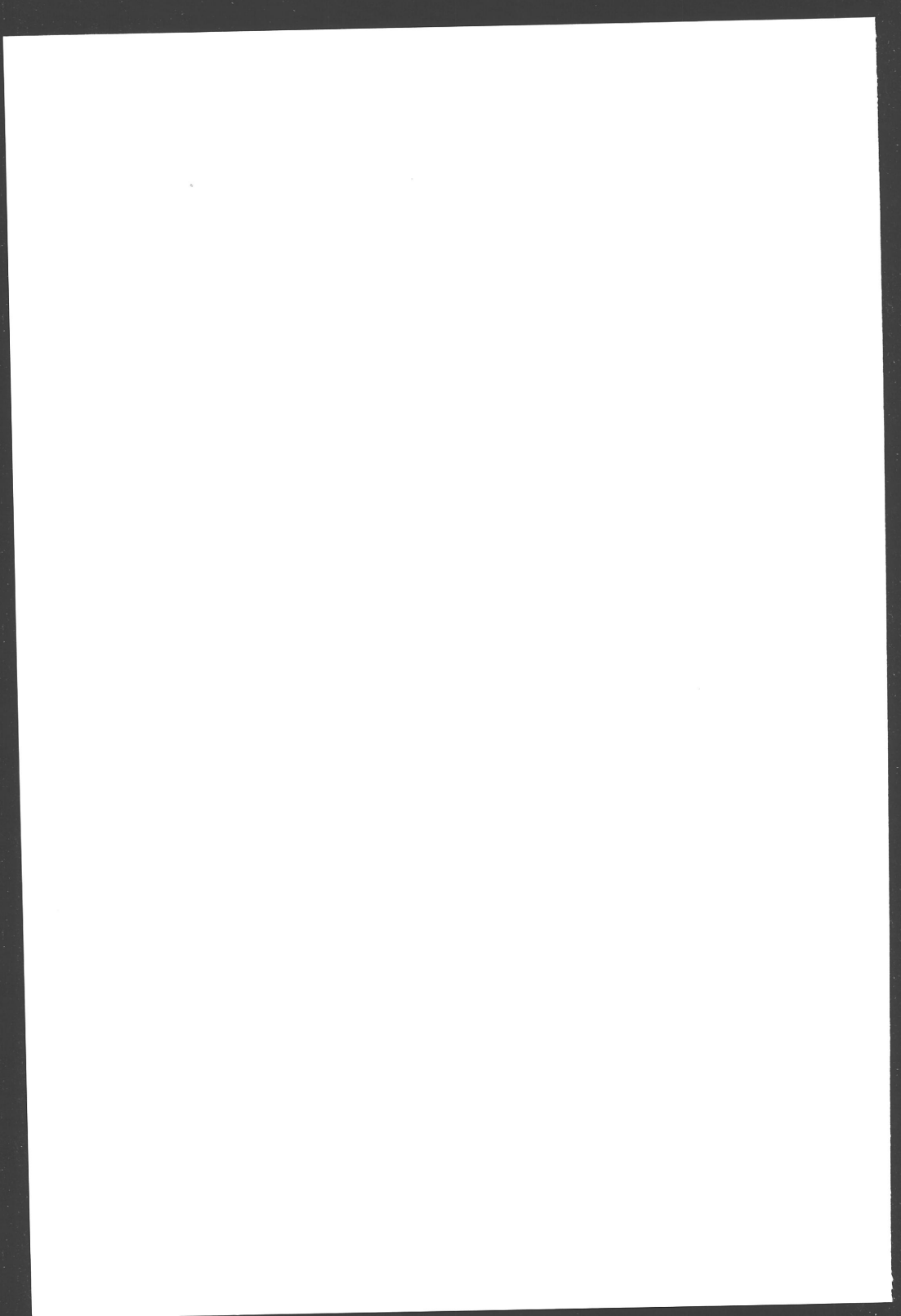


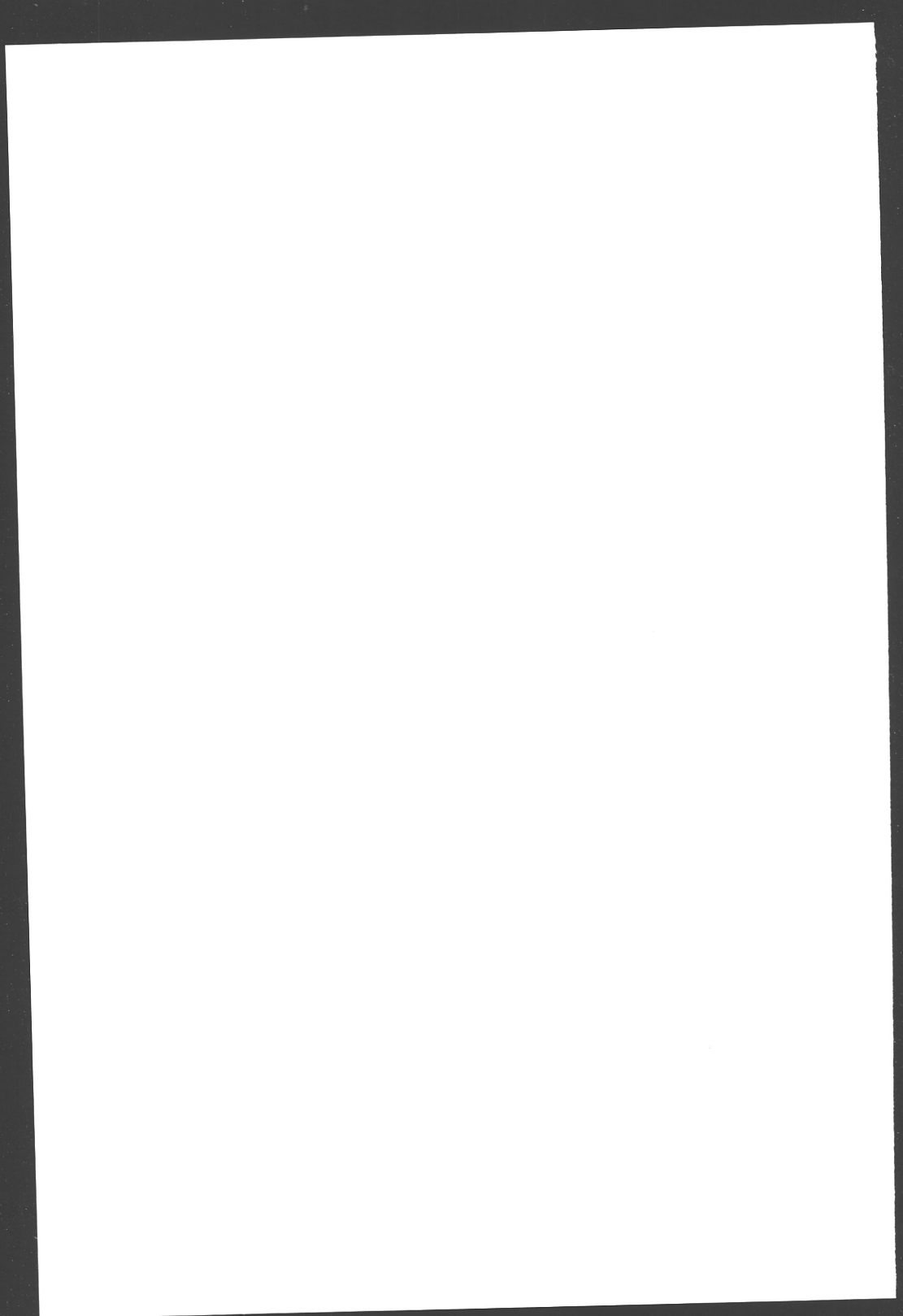


No 23 - Eté 1995
Direction Générale XXI
Douane et Fiscalité Indirecte



SOMMAIRE

EDITORIAL	1
QUI FAIT QUOI?	
Sanctions, Part 1: Introduction and setting up SAMs	5
ACTUALITES	
Devez-vous craindre la douane?	10
Free Zone Monitoring Visit	15
Europe - Les Cercles de l'intégration 1 ^{ère} partie	19
For those outside....!	27
La mondialisation des échanges	29
POST BOX 21	34
DANS LA PRESSE	36
ENTRE NOUS	
Devoir de vacances	43
Télévision par satellite en Belgique et en Europe	44
Cerdanya is next to Andorra	51
SAMMCOM News	42
A holiday (in) Brysselissä	55
Who needs money?	57
Helpful hints	58
The Plan	59
Hello Luxembourg - European City of all cultures!	60
EN BREF	
Résultat du dernier concours "Légendez-moi!"	64
Pyramids	65
Utilisation rationnelle des ressources	66
Marathon de Bruxelles	67
STOP PRESS	68





Alors que votre rédacteur en chef, rassasié après sa tartine, est assis, dérouté devant un écran vide, dehors le soleil brille. La presse qualifie l'été de "drôle de saison" parce qu'il y a peu de choses à raconter dans les journaux, mais comme ils ont toujours le même nombre de pages, on y écrit n'importe quoi. Ce n'est pas le cas avec l'Info. Cette édition déborde de choses croustillantes allant de l'article d'Aristide sur la télévision par satellite aux commentaires sur The DG n°19 et la façon de se tenir au courant des événements en Europe. Gageons que vous n'aurez plus à ennuyer Peter Vis après cela!

Par ailleurs, nous notons dans the DG que "l'autre Peter" s'étonne du fait que seulement 20% d'entre nous ont pris la peine de dire combien ils ont aimé l'assemblée générale de la XXI (pour ceux qui n'ont pu y assister, courez en page 27) en renvoyant le questionnaire qui leur avait été

adressé. Pour être honnête, on ne peut espérer plus, étant donné le "niveau d'activisme" et le "désir de s'impliquer" ambiants. Evidemment, 20% ce n'est pas beaucoup, mais c'est plus que le taux de réponses enregistrées quand nous avons demandé à nos lecteurs, en 1991, ce qu'ils pensaient de l'Info (15 sur 400). Tout comme nous savons que beaucoup le lisent, même sans l'avouer, Peter Wilmott sait que plus nombreux sont ceux qui ont un avis... mais ne le disent pas. Pourquoi? Trouver la cause permettrait d'en combattre les effets. Autre expérience de "feedback" manqué: le programme FIDO ("Médor coucouche panier bou-boule"). Les participants ont été invités à faire leurs remarques et suggestions sur les présentations, afin que Leon puisse mieux cerner leurs attentes et en tenir compte pour la prochaine session. Apparemment, il y eut très peu de personnes qui furent soit satisfaites soit insatisfaites de la

qualité des orateurs et de leurs supports visuels. C'est décourageant pour les orateurs qui aiment savoir si leur message est passé et, dans le cas contraire, comment y parvenir! Malheureusement, d'après notre expérience, il est toujours difficile d'obtenir des réponses aux questions. C'est la même chose avec les Etats membres: demandez leur quelque chose en réunion et attendez!



Que faire aujourd'hui où il n'est plus possible de sortir des propositions qui aient des chances d'être transmises au Conseil? Non pas parce qu'elles soulèvent d'épineuses questions telles que le fédéralisme, le casse-tête de la transparence ou la réhabilitation des bureaucrates sans visage de Bruxelles, mais simplement parce qu'elles n'existent pas dans les 11 langues officielles. Le vrai problème aujourd'hui est d'obtenir une traduction en suédois ou en finnois et, si vous l'obtenez, qu'elle puisse être lue, sans leur couper le souffle, par ceux dont ces langues sont compréhensibles, c'est-à-dire maternelles! Il semble que même M. Liikainen, le Commissaire finlandais, préfère parler au Parlement en français ou en anglais plutôt que de se risquer à lire ce qui lui est "servi" traduit dans sa propre langue. Quels enseignements avons nous tirés des trois élargissements précédents? Au-

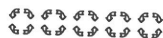
jourd'hui encore, 22 ans après, les danois ne peuvent pas s'exprimer en danois dans les réunions. Depuis ils ont toutes appris l'anglais! Si les règles linguistiques ne devaient pas être changées lors de la CIG à venir, c'est maintenant qu'il faut préparer les services à parler et écrire le polonais, hongrois, etc... Le risque étant bien sûr de voir une langue enseignée être celle d'un Etat qui finalement dira "non" à l'Union.



Do you sometimes feel you could be better organised?

L'entrée de nouveaux Etats membres ne bloque pas seulement les propositions, mais aussi les nominations. Il paraît que M. Romoli Venturi doit rester parmi nous, du moins c'est ce que l'annulation de l'avis de vacance de son emploi nous laisse espérer! Est-ce pour que son poste soit occupé par un ressortissant d'un nouvel Etat membre? Si l'on peut comprendre la nécessité de permettre aux Autrichiens, Finlandais et Suédois de prendre leur part de responsabilités à l'intérieur de la maison, afin notamment d'introduire un peu de "démocratie" dans notre bureaucratie, la précipitation ne risque-t-elle pas de mettre à mal la belle idée selon laquelle il faut nommer, à chaque poste, la personne la plus qualifiée et la plus compétente? Les dents vont grincer chez ceux qui, plein d'espoirs, ont bêtement remplis leur "formulaire vert - modèle 88 - à 4 volets." Aucun n'est-il assez qualifié? Devra-t-on créer, à terme, plus de postes de "conseillers" ou de "conseillers principaux" pour les caser? Pour les fonctionnaires en service, quel que soit le grade et l'âge, chaque nouvel élargissement signifie plus de nationalités sur le même nombre de postes "en haut", et donc, proportionnellement et toutes choses égales par ailleurs, moins de chances d'être parmi ceux "d'en haut". Conclusion pour les A4: essayez toujours et encore pour passer le temps ou

alors laissez tomber. Ce phénomène doit être gardé à l'esprit par la hiérarchie, qui pourtant n'a que peu de marge de manoeuvre. Tout le monde ne peut pas être "dédommagé" par un dossier particulièrement intéressant, deux fenêtres plein sud, la place de parking la plus proche de l'ascenseur ou une secrétaire bien dévouée.



Qu'y a-t-il donc dans ce XXI Info? Au premier coup d'oeil, vous découvrirez ce qu'il y a derrière, car comme tous les magazines dignes de ce nom, on commence à le feuilleter par la fin. Il a bon dos l'Info, et c'est grâce à Fabio Casella. Vraisemblablement a-t-il hérité du talent de Maman car Papa est un modèle de sage administrateur, ce qui, selon l'image, laisse peu de place aux débordements artistiques. Quoique l'un n'empêche pas l'autre et Carmen Castillo nous a montré que derrière l'austérité des taux, on pouvait chercher la postérité des taches! Beaucoup d'entre nous ont eu la chance de voir l'exposition des jeunes artistes européens l'autre jour, derrière le Parlement européen dans les vieilles écuries: ils ont pu admirer certaines des sculptures de Fabio. Il semble que l'une d'entre elles, "le saxophone" pourrait finir dans la salle de musique du nouveau bâtiment du Parlement européen. Bien

joué! C'est une excellente chose de donner un coup de pouce aux jeunes au début de leur carrière pour la faire décoller. Profitons de l'occasion pour rappeler que chaque édition du XXI Info a une dernière page de couverture qui attend vos délires d'artiste. Cela pourrait être le début d'une longue carrière: nous ne payons pas mais notre tirage est de 675 exemplaires!! Attention, ne vous bousculez pas et peaufinez vos oeuvres d'art car l'édition d'automne a déjà ce qui lui faut. Rendez-vous pour l'édition de fin d'année.



Mais avant cela, nous avons tout l'été pour nous disperser tout autour du monde et pour vivre ce que nous avons imaginé durant toute l'année, faire ce que nous avons vraiment envie de faire ou même ne rien faire du tout. Cette édition contient un article sur une courte visite en Cerdanya.

Dans les précédentes, nos collègues ont joué les petits reporters: Tintin aux Amériques, Les aventures de Bobette en Indonésie et la Calypso dans les fjords de la Finlande. Continuez, donnez-nous de vos nouvelles, courtes ou longues, de préférence avec une image (dessins ou photos en noir et blanc de préférence). Il reste des titres disponibles: Asterix gladiateur, Thorgal au pays Qâ, Les Tuniques bleues, Lucky Luke et les daltons... Bref, passez de bonnes vacances que ce soit en marchant, en grim pant, en nageant, en faisant des achats, en lorgnant (sur quoi??), en bronzant, en lisant, en jouant au tennis, en faisant nos concours d'été ou que sais-je encore. Car, une fois de plus, vous les avez bien méritées



Est-ce que cela ne vous laisse pas quelque peu



QUI FAIT QUOI?

Sanctions

Part I - Introduction & Setting up SAMs

Introduction

In 1991 and early 1992 the conflict between the various components of Former Yugoslavia had reached extreme levels of violence. Public opinion as well as the international media exerted very strong pressure on Western policy makers to undertake effective action in order to bring the conflict to a stop.

However, there was no international consensus on what to. In particular it was not possible to obtain consensus on a policy of diplomacy supported by the threat of immediate military offensive action, even if they were limited to air strikes only, in order to influence the policies pursued by the leadership of the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro). U.N. sanctions against the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) were introduced on 30 May 1992.

The earlier arms embargo had not been very effectively implemented and in public opinion there was widespread scepticism that the new U.N.

sanctions would be any more effective. This feeling was strengthened during the month of June 1992 when it became evident that the trade embargo was being circumvented on a large scale. The countries neighbouring the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) became the target of criticism by Western governments and the international media for their ineffectiveness in implementing the sanctions.

Reacting to this criticism the Government of Romania was the first to call for international assistance in the implementation of the embargo.

The fact-finding missions

From the outset it was clear that it would be important for fact-finding missions to be set up so that they could constitute the foundations for the rapid deployment of the Sanctions Assistance Missions (SAMs). This was successfully achieved and the first SAMs were deployed well before the formal Memorandum of Understanding with each host govern-

ment had been established and signed.

The first fact-finding missions carried out were to Bulgaria, Hungary, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, and Romania between July and September 1992.

During the fact-finding mission to Hungary an incident occurred that illustrated the problems for the enforcement of the embargo and the possible benefits of international assistance.

Two of the members of the fact-finding mission (a customs investigator from the UK and a Commission official with anti-fraud experience) found that a lorry was waiting at the border between Hungary and F.R.Y.; according to the documents presented to the Hungarian customs the lorry was transporting 33,000 litres of fuel destined for Sarajevo.

At the time it was not possible even for the U.N. humanitarian aid organisations to bring supplies to Sarajevo. The two investigators therefore proposed looking a little deeper into this consignment and their brief examination showed that the tanker was part of a convoy of 7 oil tankers and 1 lorry with general cargo, all with Sarajevo as their declared destination. The drivers of the lorries carried various papers that showed

connections with F.R.Y. cities and the investigators suggested that the cargo was probably destined for F.R.Y. rather than for Sarajevo.

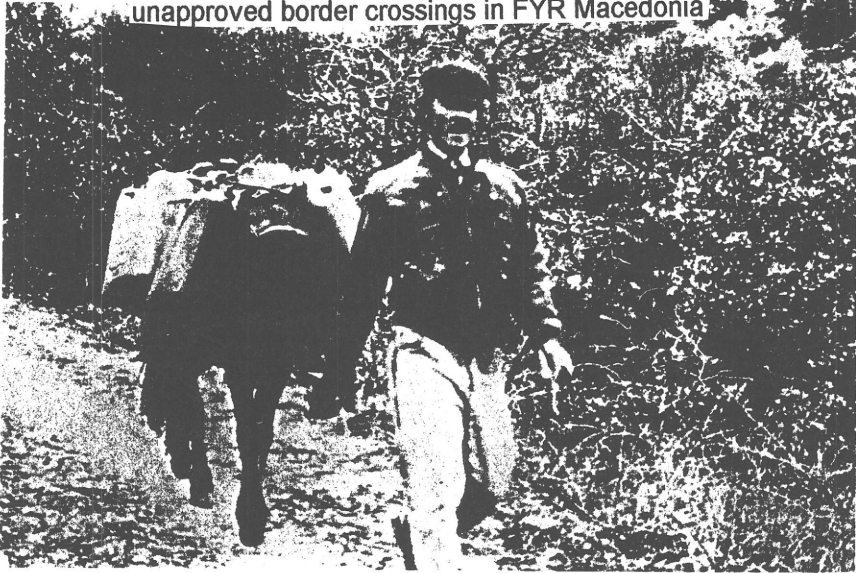
The Hungarian customs authorities agreed and decided that the 8 lorries, as well as 9 other lorries that were stopped the day after at Rösztke in similar circumstances, would not be allowed to transit F.R.Y.; the lorries would, however, be allowed to proceed to Sarajevo if they would take the longer route via Croatia, thereby minimising the risk of diversion. The Serbian authorities shortly afterwards made it known that they would close the border to Hungarian lorries if the 17 lorries were not allowed to proceed to Sarajevo in transit via F.R.Y.

The reaction of the Serbian authorities confirmed the suspicion that the goods were in reality destined for F.R.Y.

The fact-finding missions made it possible to evaluate the difficulties facing the national authorities in their endeavours to enforce the embargo and laid the foundations of an extensive international co-operation with regard to the enforcement of the U.N. Security Council Resolutions (UNSCR) concerning sanctions.

On the basis of the reports of the fact-finding missions, the CSCE

Smuggling of fuel by mule trains across the unapproved border crossings in FYR Macedonia



Committee of Senior Officials and an EC/CSCE Liaison Group approved operational measures of technical assistance concerning the deployment of customs officers to the countries neighbouring the Federal Republic of Yugoslavia. It was recognised that the officers would need to be well equipped and have adequate communication equipment at their disposal.

The co-operation was organised under the name of the EC/CSCE Sanctions¹⁾ Assistance Missions (SAMs). The European Commission undertook

to operate a communication and co-ordination centre (SAMCOMM) in support of the SAMs. The first three SAMs and SAMCOMM became operational in October 1992. The three SAMs were in Bulgaria, Hungary and Romania.

The Heads of the first three SAMs came from Germany, United Kingdom and the USA and the officers came from Austria, Denmark, Italy, Netherlands, Sweden, Switzerland and Turkey as well.

¹⁾ The name is now EU/OSCE Sanctions Assistance Missions

In February 1993 the EU/OSCE Sanctions Co-ordinator, Ambassador Antonio Napolitano was appointed.

Characteristics & role of the SAMs

Each EU/OSCE Sanctions Assistance Mission (SAM) is deployed and operates in accordance with a Memorandum of Understanding that has been concluded with the host country. The Head of the SAM has direct access to the central authorities that are involved in the enforcement of the U.N. sanctions, notably the Ministry of Foreign Affairs, the Ministry of Finance, the Ministry of Trade, and the Ministry responsible for border controls.

The Head and staff of the SAMs are well trained customs officers from many countries. They do not operate in their national uniforms and they are not armed. The average duration of deployment is three months. The staff are paid by the sending government. Each sending country selects the staff that are sent to the SAMs.

The fact-finding missions noted that in several of the SAM host countries the telephone network was inadequate and that the SAMs would need to bring satellite and radio communication equipment with them in order to be able to function effectively. The country that provides the Head of the SAM has a special responsibility for ensuring that the SAM has the neces-

sary equipment at its disposal, and in particular communications equipment.

The sending countries are responsible for providing equipment for each of their officers. The single most important piece of equipment is means of transportation. Each sending country is requested to provide one car per two officers. Experience shows that it is preferable that the staff arrive with the cars since it is often difficult and extremely expensive to rent the cars in the host country.

In addition to the efforts of the sending countries it must be mentioned that the United States and the European Commission have carried a large part of the burden with regard to supply of communications and other equipment. The United States have also made a significant contribution by providing four wheel drive cars to the SAMs.

The primary role of the EU/OSCE Sanctions Assistance Missions (SAMs) is to advise and assist the competent authorities of the host country with a view to ensuring strict implementation of the U.N. Security Council resolutions imposing sanctions. The SAMs also have a very important role with regard to facilitating the legitimate transport of goods in the region.

There is close cooperation between all the SAMs and SAMCOMM. The SAMs also facilitate the cooperation between the customs authorities in the different SAM host countries.

The SAMs cooperate directly with each other and with their communications centre SAMCOMM.

The national border control authorities remain responsible for the enforcement of the national laws. The SAM officers assist the national authorities in their determination of whether a person or a vehicle should be allowed to cross the border to F.R.Y. (Serbia and Montenegro) and those areas held by Bosnian Serb forces.

When the SAMs observe a suspected violation of the U.N. sanctions they inform the local officers and authorities. If necessary, the Head of the SAM brings the SAM's observations concerning sanctions violations to the attention of the central authorities and of SAMCOMM. A copy of the report from the Head of the SAM is transmitted to the EI/OSCE Sanctions Coordinator.

The SAMs have proven themselves to be able to supply valuable management information to the central authorities regarding the factual occur-

ences at the borders.

Working conditions are difficult because there are no examination facilities at the border crossing points, in some countries there are frequent power cuts and in the Ukraine the SAM team has on occasions been working in offices with an indoor temperature of 6 degrees Celsius, and on barges in sub-zero temperatures.

Experience has shown that the best enforcement results are obtained when the SAM teams are present on a 24 hour basis. There are many examples of cases where goods have crossed the border in violation of the sanctions during the absence of the SAM team. 24 hour coverage requires a certain amount of staff which is not always available. The importance of sufficient staffing of the SAMs and an immediate deployment of the pledged SAM officers must be strongly underlined.

By supplying SAMCOMM with information relating to several thousand cases of suspected sanctions violations involving companies and persons in many countries, the SAMs have also made a significant contribution to the enforcement of sanctions in countries other than their host country.

To be continued

Richardt VORK - Director SAMCOMM

ACTUALITES

Devez-vous craindre la douane en amenant des marchandises de vos vacances?

Article paru dans Ciné-Télé Revue

En tant que consommateur, dans quelle mesure pouvez-vous profiter du "marché unique" en revenant de vos vacances ou à l'occasion d'autres voyages? Comment interpréter l'abolition des frontières au sein de l'Union européenne? Qu'avez-vous à craindre si vous ramenez dix caisses de vin en provenance du Bordelais? Et si, de retour d'Allemagne, vous avez des appareils électroménagers dans vos bagages, devrez-vous acquitter un supplément de taxes?

Le fameux "Traité de Maastricht" et la réalisation du Grand Marché de l'Union européenne confèrent de nouveaux droits aux citoyens de la CEE. A la suite de l'ouverture des frontières aux capitaux, aux biens et aux services, vous avez le droit d'acheter des biens et des services pour votre usage privé dans n'importe quel pays de la CEE sans craindre de dépasser une quantité autorisée, de devoir payer des taxes supplémentaires, de devoir vous soumettre à des formalités, ou de devoir

faire des déclarations spéciales aux douaniers.

Evidemment, avant de décider d'acheter à l'étranger, comparez le prix et la qualité du produit ou du service avec ce qui existe dans votre propre pays. Mieux vaut prendre ses précautions, son temps et récolter un maximum d'informations. Pour certains achats (appareils ménagers, vidéos, matériel informatique...), il est même conseillé de connaître la langue du pays ou de se faire aider par un polyglotte. Il vaut mieux comprendre les termes (mêmes techniques et juridiques) de votre contrat d'achat, de la garantie, des conditions du service après-vente, ainsi que toutes les informations sur l'utilisation, le mode d'emploi, l'installation et les caractéristiques du produit lui-même.

On ne pense pas assez "avant" à tous les ennuis d'"après". Voyez, en cas de panne, comment recourir efficacement auprès du vendeur installé à

Milan quand vous habitez à Charle-roi. Sans être pessimiste, il faut mesurer les avantages et les (éventuels) inconvénients d'acheter à l'étranger. N'oublions pas que, dans de nombreux domaines, la Communauté européenne tente d'harmoniser les différentes législations par le biais de directives, afin que tous les consommateurs disposent d'un même niveau de protection. Auparavant, il fallait déclarer (et payer) à la frontière les produits et marchandises achetés au-delà d'une certaine quantité. Tout devient plus simple: libre circulation, absence de douanes, absence de déclarations, même si vous achetez en

"grande quantité", à condition toutefois que ces produits soient destinés à votre usage personnel et privé (voir notre encadré).

Lorsqu'un achat est effectué à l'étranger (éventuellement via un catalogue ou une télévision étrangère), la TVA est comprise dans ce prix d'achat. L'achat hors des frontières devient donc intéressant si le taux de TVA pratiqué dans le pays étranger est moins élevé que dans le vôtre. Exceptions:

- les automobiles, pour lesquelles il existe un régime particulier. Les

Il n'y a pas de limite sur les achats effectués dans un pays de la CEE si la marchandise est destinée à votre consommation personnelle (sauf pour l'alcool et le tabac) et que la taxe a été payée dans le pays d'achat. Bref, vous pouvez ramener un autoradio mais, pour la voiture, c'est autre chose!

**800 cigarettes oui,
5 réfrigérateurs non**

Il n'y a pas de limite sur les achats effectués dans un pays de la CEE, sauf pour les produits soumis aux accises. Ainsi les citoyens ne peuvent transporter que leur "propre consommation": 800 cigarettes, 90 litres de vin, 110 litres de bière, 10 litres d'alcool fort. Si vous ne parvenez pas à convaincre le douanier (et oui, les douanes volantes existent encore) que la grande quantité transportée servira à votre "usage personnel", vous serez quitte avec une taxe et une amende. Vous pouvez au contraire dépasser la limite s'il est possible de prouver que vous organisez une fête. Par exemple, vous pourrez ramener 120 litres de vin français pour fêter le mariage de votre fille. Si vous transportez deux téléviseurs neufs achetés en Allemagne et que vous avez deux immeubles, aucun problème. La libre circulation concerne l'usager privé, mais pas le vendeur professionnel. Vous éveillerez la suspicion si vous transportez 5 réfrigérateurs pour, soi-disant, votre usage privé.

voitures et motos neuves (ou celles qui ont moins de 3.000 km et sont mises en circulation depuis moins de 3 mois) seront taxées dans le pays d'immatriculation, c'est-à-dire, en principe, votre pays de résidence. Il est donc hors de question, et c'est dommage, d'aller acheter votre BMW en Allemagne en croyant pouvoir bénéficier du taux de TVA de 15% (propre à ce pays) sur les voitures automobiles. Le taux belge de 20,5% sera appliqué à votre retour en Belgique;

- les achats "hors taxes", limités par personnes et par voyage, effectués dans les boutiques des aéroports ou des bateaux. Si vous voyagez à l'intérieur de la CEE, la valeur maximale des achats "hors taxe" ou "duty free" est de 90 écus. Et les quantités sont limitées à 200 cigarettes, 1 litre d'alcool, 50 g de parfum. En revanche, si vous entrez dans le territoire communautaire ou le quittez, la valeur maximale de vos achats "duty free" est de 175 écus.



Prudence, donc, à l'égard des offres aguichantes dans les shoppings présentés "hors taxes". En plus des difficultés en ce qui concerne le service après-vente ou la garantie, il arrive souvent que l'acheteur doive finalement s'acquitter de la TVA, parce que l'achat dépasse le maximum écu autorisé et que ses coordonnées ont été communiquées par le vendeur à l'administration fiscale! N'achetez donc pas les yeux fermés une caméra vidéo en free tax! Il s'avèrera peut-être plus intéressant et plus prudent de l'acheter dans un magasin de vo-

DG

* * *

Commentaires de la CI

L'article reproduit ci-dessus fournit, en particulier aux collègues de la DG XXI, un rappel de leurs droits et contraintes dans le cadre de leurs "achats de vacances" ...

Cela peut s'avérer utile en cette période estivale mais méfions-nous de ce qui peut constituer parfois - comment dire cela avec diplomatie - un raccourci journalistique " ...

Bref! Sans engager une analyse approfondie, qui modifierait le caractère totalement informatif de ce propos, il convient toutefois de préciser certains points:

tre quartier.

Prudence également en ce qui concerne les achats immobiliers et offres de "time sharing" (multipropriétés à vie). Il est fortement recommandé de ne rien signer à la légère sur le lieu de vacances. Afin d'éviter toute arnaque, faites-vous conseiller par un juriste, et assister par un interprète, expert de l'endroit, afin de connaître la portée exacte des engagements du contrat et d'être parfaitement éclairé sur la législation du pays, les pratiques, les coûts, frais et taxes liés à l'opération envisagée.

- 1) les voitures et motos sont réputées neuves, au regard des dispositions communautaires, lorsqu'elles ont moins de 6.000 km et sont mises en circulation depuis moins de 6 mois;
- 2) dans les relations intra-communautaires, les ventes hors taxes sont possibles jusqu'au 30 juin 1999, sur la base d'un contrôle effectué par le vendeur; indépendamment de la franchise en valeur fixée à 90 écus pour les marchandises non soumises à des droits d'accise, les limites quantitatives prévues par la législation communautaire visent d'autres

chandises non soumises à des droits d'accise, les limites quantitatives prévues par la législation communautaire visent d'autres produits que les cigarettes, l'alcool et le parfum, cités plus haut.

Les dispositions applicables sont

- 200 cigarettes
ou 100 cigarillos
ou 50 cigares (ou 250 g de tabac à fumer)
 - 1 litre de boisson alcoolique ou spiritueux (de plus de 22% en volume)
ou 2 litres de boisson alcoolique ou de spiritueux (n'excédant pas 22% en volume), ou de vin mousseux
 - 2 litres de vin tranquille
 - 50 g de parfum et 0,25 litres d'eau de toilette.
- 3) *Prenez note du fait que le voyageur n'est pas le redevable de la TVA. Elle incombe au vendeur qui doit l'acquitter sur les quantités excédant les seuils admissibles à l'exonération. D'où son intérêt à appliquer correctement un contrôle des limites fixées par la lé-*

gislation communautaire.

- 4) *A l'importation dans la Communauté en provenance d'un pays tiers, un double mécanisme de franchise en valeur et en quantité est également en vigueur. Il est fixé à 175 écus en valeur; en ce qui concerne les limites quantitatives, il s'agit des mêmes seuils que ceux rappelés sous 2). Ces franchises ne sont en outre applicables qu'à l'importation dans la Communauté.*

Lors d'un voyage d'un résident communautaire vers un pays tiers, ce sont les dispositions nationales en vigueur à l'importation dans ce pays qui régissent les franchises, et non les dispositions communautaires.

- 5) *Enfin, la TVA et éventuellement les droits d'accises sont dus lorsque l'achat dépasse tant les limites en valeur qu'en quantité rappelées ci-dessus.*

Bon voyage! Et n'oubliez pas que les achats ne constituent qu'une bien petite partie des souvenirs de vacances ...

Free Zone Monitoring Visit

Cadiz, Spain 1st & 2nd June, 1995.

Commission : A. Hendricks, P. Garzotti.

Delegates :

- Charles Vincente (France)*
- Hannu Aarnio (Finland)*
- Kenneth Persson (Sweden)*
- Peter Hook (UK)*
- Dr. Rudolf Zant (Austria)*
- Flemming Farsen (Denmark)*
- Paddy Barrett (Ireland)*

Rapporteur - Anon

*A monitoring group descended on Spain,
To establish best practice, was its stated aim.
The team which was chosen, from throughout the EU,
Turned out to be, a very strange crew.*

*Paolo Garzotti, represented the Commission,
One gent of Verona, a man with a mission
Accompanying him, from the land of the dyke,
Albert Hendricks the name, he'd forgotten his bike.
(or did some German steal it).*

*The new Member States had reps from all three.
Why they did not join sooner, they could not now see.
The Commission officials said, "No, for God's sake,
To join the E. U. was your greatest mistake".*

*Still; there was Kenneth from Sweden, Hannu from Finland
Austria was represented by one Rudolf Zant.
Captain Hook, sorry, Peter, came from the U.K.,
Accompanied by Malcolm to translate what they'd say.*

*Flemming the Dane, that sounds like a contradiction?
He was there anyhow, to carry out the inspection;
Charles from France, a bespectacled monsieur,
And Paddy (what else) from Ireland, the official rapporteur.*

Day 1

*One day one of the visit we went with one mind,
To the Port of Cadiz, not knowing what we might find.
We started at 9.00am, but by 10.42
It was still quite apparent, we hadn't a clue.*

*Carmen was giving a long dissertation
On how the Code applied in our present location,
When we broke up for coffee, and though it took ages
Was better than listening, to recitation from pages.*

*We continued again until Asensi had a hunch,
The group would prefer to have a free lunch.
This was, by far, the best part of the day,
To have so much food and not have to pay.*

*Day one was now over, we hadn't learnt much,
But the document case was a nice little touch.
We went back to the hotel to have our siesta
This monitoring visit was not a fiesta.*

*Albert Hendricks was quiet, we didn't know why,
He is not a man who is known to be shy.
Perhaps he's unsure just where he had been,
And wondered if a free zone would ever be seen.*

*We said we'd meet later and go out on the town
To see if in Cadiz, there was something going down.
When Albert returned, he was back to his best.
In T-shirt and Bermudas, he was now dressed.*

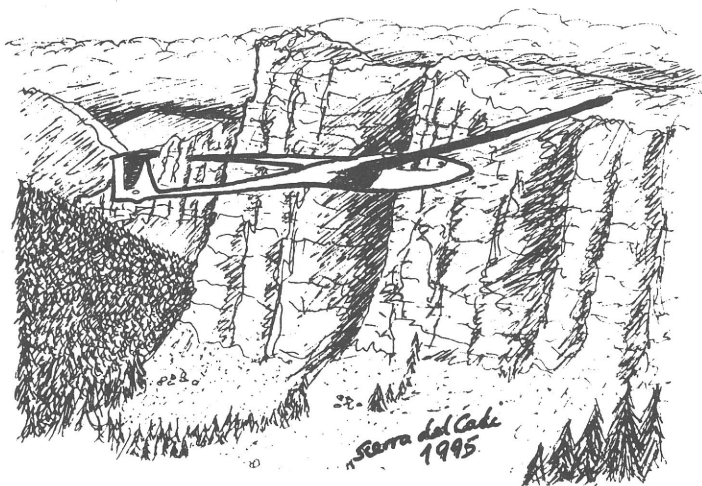
*And so was Garzotti, though he was a sight,
The stage was now set, for the rest of the night.
The beer and the wine was consumed by the glass
And Paddy got hooked on Agua Minerale con gas.*

*We later decided to have something to eat
Some went for fish and others for meat.
Paolo Garzotti decided on fish.
And when it arrived it was quite a large dish.*

as I paid for the aeroplane tows I had used the week before and as he was contemplating getting his glider out of its trailer and rigging it, when a snowflake intervened between us. Even if Michel didn't fly every day, as I had, he did fly higher, and further - reaching points some 200 km along the mountains towards the Atlantic. My furthest point was where you get to if you don't turn right at Seo d'Urgell and, instead, go up the valley between the gathering rocks and into the ravine until you are stopped by customs.

Actually I entered Andorra from the other end, the top end from France, after driving through the snow and clouds up the pass. That snowflake was indeed the first of a very long

flurry. In a way you have to go back a number of years to get into Andorra. To join a queue of cars waiting patiently in writhing blue fumes 2000 metres up in the mountains to get past customs. It turns out that they were not particularly interested. That the wait was due to two factors, a lack of empty parking facilities close to the shops and shivering young persons who insist you roll down your window to have tourist information thrust at you. This turns out to be advertising material telling what you can best buy and where. Probably all lies, as all the addresses seem to be for this end of the valley and not where the shops are thickest, down towards Spain where there is more flat ground and because Barcelona is bigger than Toulouse.



Andorra is a long thin mountain valley, on the high sloping bits that are difficult to build on they grow unsmokeable tobacco and encourage people to slide downhill on expensive and slippery bits of man-made wood substitute. Once you are down they will charge you to go back up again and do it again. This seems to take place in restricted visibility due to condensed water particles, some of which are freezing out and, being heavier than air, are falling to the ground to make it even more slippery. It is also rather cold. Where the angle of the ground reduces towards 45 degrees this is deemed "flat" and they build upon it; they need hotels for the shoppers to stay at and refueling places both for them and their vehicles. I personally would be scared to sleep in some of the hotels. They seem to have been suspended on the sides and pinnacles of hills by mad spiders. Some people with less imagination, or more confidence than I, might be persuaded to do so I suppose. Apart from these constructions, and the necessary housing for those serving in them and the shops, the rest of Andorra is one great big tax free shopping mall, with the difference that ,at the present time, you can still move from one shop to another and see the sky if you look straight up.

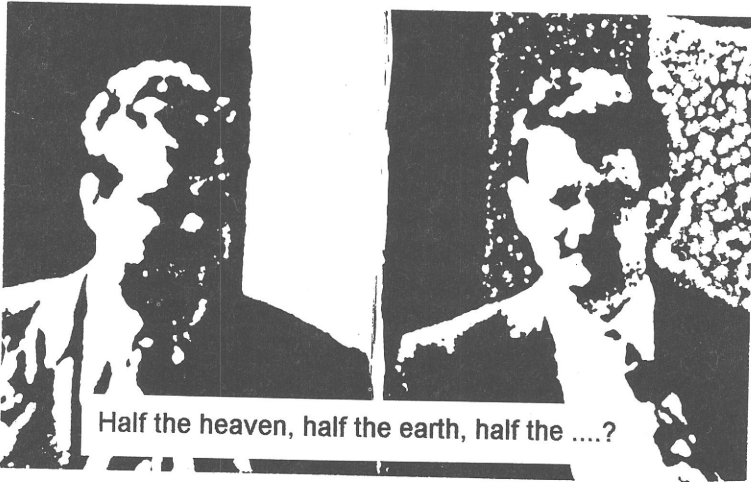
Once you have seen Andorra in the rain, as I had, you are quite happy to leave it even if the sun has emerged. So after the compulsory stop to refuel and stock up on booze I went downstream in a rolling current of vehicles until congestion at the mouth of the last supermarket car park led to a stop. I suppose that the supermarket owner then telephoned our erstwhile colleague, Mr Gonzalez Nandin, and complained that his customers could not leave the car park to let the next wave in. With a wave of the official hand the sluice gate was opened and we drove around the Spanish customs post, where patient rows of stolid citizens waited to have their cars checked in the workmanlike sheds, and into the sinuously descending road that led to lowland Spain.

In marked contrast to the Spanish customs installations the Andorran customs looks like a strong and enduring fortress made from overgrown dry stone walls, where each sliver of brown rock is placed above another, held together by the crushing weight without any help from concrete or cement. Without any excises, VAT and only customs duties where did they get the money to pay for this? From the profits (of non-Membership) of course!

*Now Italians will not as a rule go to fight
Unless a sure victory is clearly in sight.
But not young Garzotti, he waded right in
And started the battle by attacking a fin.*

*The fin of a fish, that is, not our Hannu
Who looked on enthralled as did the rest of us too.
The battle went on, it was a joy to behold,
But for the sake of poor Paolo the result can't be told.*

*While that battle raged, our friend Rudolf Zant
Had his own private war, he engaged hand to hand.
He had asked for a small fish, but was given a Sword.
On the result of the conflict, I can't say a word.*



*No one else had the courage, to try a new dish,
Except for the Frenchman who also had fish,
They all came in shells, he ate them quiet slow
Surprising for a man who eats escargot.*

*Hannu, I am sure, would have asked for some cray,
If it was now July and not just after May.
For Peter and Malcolm, life would be good,
If they found on the menu, mushy peas, Yorkshire pud.*

Day 2

*On to day two and back to the fray,
Where was the free zone, still no one could say.
Was the quay, in or out, we could not ascertain
This monitoring visit was becoming a strain.*

*There was not much happening, except for the mill
And the main Customs people, were the Guardia Civil
One ship in the dock, no trucks in or out
If we see something moving, three cheers we will shout.*

*Peter Hook got annoyed and said answer me this
"Is there any free zone in the port of Cadiz".
Charles from France the main questioner
Wanted to know, "do you have I.P.R. ".
Stock records were shown, there was physical inspection,
But between the port and the free zone there was no intersection.
One final question, Charles sought a response
"No, No! said Asensi, "the bus leaves at once".*

*Back to the hotel, the monitoring ended
The answer now seems, that the Code be amended,
To read that a free zone, is what you want it to be,
I doubt the Commission to this will agree.*

*We tried to find out who was staying who was going
There was quite a lot, of to-ing and fro-ing.
Paolo looked sad, was is something he'd seen?
Or like Napoleon, he missed Josephine.*

*The highlight of the visit, it fostered relations
Between the officials of eight different nations.
It was a good visit and don't be mistaken
Will there be as much fun, in free zone Copenhagen.*

*Oh yes! As for Paddy, he was last heard on the phone
Saying, "I will not be home, 'till I find the free zone".
There is more could be told, but I'm sure that this verse,
Is by now giving you, a pain in your.....*

Finis

Europe - Les Cercles de l'intégration 1ère partie

La rédaction de cet article a été suscitée par Tony pour répondre à ce qu'il estimait être un besoin de clarification de notions telles que "union douanière", "zone de libre échange", "marché commun", "marché unique ou intérieur", ... Ces notions sont désormais si souvent mises à contribution mais avec un contenu adapté à des situations tellement différentes qu'il devient en effet difficile de s'y retrouver.

Je ne pensais pas, à cet instant, que celui qui aurait le plus de mal à s'y retrouver, ce serait moi. Malgré tout je ferai de mon mieux pour ne perdre personne et je supplie les lecteurs de me pardonner s'il m'arrive d'enfoncer quelques portes maintes fois ouvertes depuis que la Communauté existe ...

Vous devrez malheureusement, amis lecteurs, patienter jusqu'au prochain XXINFO pour lire la seconde partie. Ce n'est pas que l'auteur ait la prétention de concurrencer Eugène Sue en jouant les feuilletonistes, mais l'intégrale était vraiment trop longue.

La première précaution à prendre avec les instruments de coopération et d'intégration économique et commerciale, c'est de ne jamais les envisager d'un point de vue statique et définitif. Ils présentent tous, à des degrés différents, un caractère dynamique, évolutif et laissent donc généralement un perpétuel sentiment d'"inachevé": c'est ainsi qu'est recherché en permanence l'"achèvement" de l'Union douanière ou celui du Marché unique. En outre, chaque instrument constitue généralement le stade préparatoire à la mise en place d'un instrument plus ambitieux por-

teur d'une plus grande intégration (accord de coopération et/ou de partenariat préparatoire à un accord de libre échange; accord de libre échange préparatoire à un accord d'association; accord d'association en vue d'une union douanière ou de l'adhésion ...).

Tout en utilisant les instruments de base de l'intégration économique et commerciale prévus par le GATT, les Communautés européennes et, désormais l'Union européenne, ont bâti un système original d'intégration allant bien au-delà de la sphère strictement

commerciale. Cette intégration s'est bien sûr développée d'une manière de plus en plus intime entre Etats membres de ce qui est devenu l'Union, mais également, et sous des formes variées et évolutives, à l'égard de partenaires extérieurs, selon les cercles d'une intégration de plus en plus étroite.

Préambule: l'union douanière et la zone de libre échange selon le GATT

Le GATT est en principe fondé sur le concept multilatéral dit du "traitement général de la nation la plus favorisée", selon lequel tout avantage commercial accordé par une partie contractante du GATT à une autre doit être étendu à tout produit similaire de toutes les autres parties contractantes. Sur le plan du tarif douanier commun, qui comporte comme chacun sait deux colonnes de taux de droits (autonomes et conventionnels), cela signifie concrètement que le taux applicable aux produits des pays adhérents au GATT (le TDC ayant en fait étendu cette règle à tous les produits tiers, même des pays hors GATT) est en principe le taux conventionnel, sauf si le taux autonome est inférieur.

Par dérogation à ce principe, les accords bilatéraux ou régionaux visant à l'octroi de préférences commerciales ne sont admissibles que pour autant qu'ils aillent dans le sens de

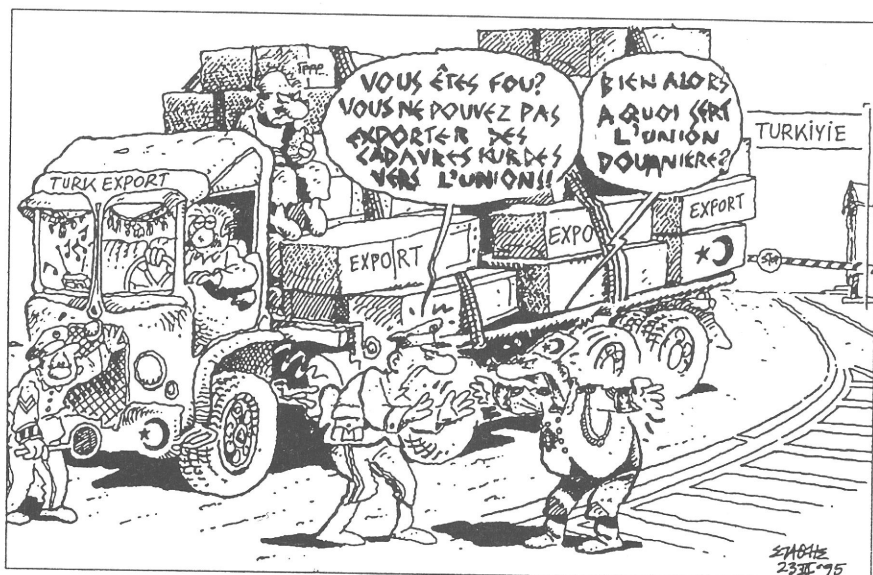
l'expansion du commerce mondial, et qu'ils revêtent soit la forme de l'union douanière, soit sous celle de la zone de libre échange (Article XXIV.8). L'intégration économique ainsi réalisée au niveau régional doit en effet avoir pour but et pour effet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles aux commerce des autres parties contractantes avec ces territoires (Article XXIV.4).

Selon le GATT, l'union douanière consiste en un territoire douanier unique, au sein duquel sont éliminés, "pour l'essentiel des échanges", les mesures tarifaires ou non tarifaires restrictives de ces échanges (volet interne de l'union) et à l'entrée duquel le traitement tarifaire (les "droits de douane") et non tarifaire (les "autres réglementations commerciales") d'une "part substantielle" des échanges avec l'extérieur est unifié (volet externe de l'union). Le GATT prévoit également à titre optionnel que, comme dans la zone de libre échange (voir ci-dessous), le bénéfice du volet interne de l'union douanière puisse être limité aux produits originaires des territoires constitutifs. Par ailleurs la question de l'affectation, aux Etats membres ou à l'Union, des ressources tirées du tarif commun n'est pas réglée par le GATT, et reste donc au libre choix des membres constituant l'union.

Il ne devrait donc pas y avoir en principe d'union douanière sectorielle, restreinte à une part limitée du commerce aussi bien interne qu'externe à l'union. C'est d'ailleurs pourquoi l'union douanière de la CECA a dû faire l'objet d'une dérogation au GATT pour être mise en place. On constate en revanche que l'Union douanière entre la CE et Andorre, à la différence de celle avec Saint-Marin, ne porte pas sur les produits agricoles... Quant à l'Union douanière avec la Turquie,

enore à concrétiser, elle ne vise la libre circulation des produits agricoles que comme un objectif à atteindre progressivement.

La zone de libre échange se différencie de l'union douanière d'une part par l'absence de volet externe, aucune harmonisation des tarifs douaniers et autres réglementations commerciales n'étant exigée et, d'autre part, par la limitation du bénéfice de son volet de libre circulation interne aux produits originaires des pays



Un autre point de vue, du quotidien "NEA" du 24 mars 1995

membres de la zone, le caractère "originaire" étant déterminé par référence aux règles d'origine préférentielle spécifiques à l'accord en cause. Selon les possibilités variées de cumul d'origine, la zone peut alors revêtir un caractère purement bilatéral ou régional.

Toutefois, comme en matière d'union douanière, l'élimination des restrictions tarifaires et non tarifaires doit porter sur "l'essentiel des échanges". Jusqu'ici cette condition a été plus ou moins négligée par la Communauté, les accords de libre échange excluant quasi systématiquement les produits agricoles, ceux-ci ne donnant lieu qu'à des préférences ponctuelles et limitées.

Or, le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT joint à l'annexe IA de l'accord sur l'OMC, rappelle que l'intégration économique régionale entre parties contractantes, opérée au moyen d'unions douanières ou de zones de libre échange, doit, pour être conforme à l'article XXIV du GATT, respecter les conditions posées par cet article et notamment ne pas exclure "un secteur majeur du commerce" entre membres.

Si l'OMC admet que des produits spécifiques ou sensibles puissent être laissés en-dehors de l'union ou de la zone, elle refuse donc désormais

qu'une composante majeure des échanges en soit exclue. C'est d'ailleurs pourquoi, indépendamment même de la question globale de la généralisation actuelle par la Communauté d'accords d'intégration commerciale, le projet de création d'une zone de libre échange entre la CE et des partenaires, tels que les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), avec lesquels la majeure partie des échanges est de nature agricole, commence à poser quelques problèmes. D'autant plus que la CE aura de moins en moins l'excuse du caractère spécifique de sa politique agricole, dans la mesure où elle relève désormais des règles de l'OMC et où, notamment, les prélèvements agricoles sont destinés à être progressivement remplacés par des droits de douane sujets à négociations tarifaires.

1. L'intégration interne entre Etats membres de l'Union européenne

Il s'agit là du phénomène même de la construction européenne, qui a procédé par étapes successives en faisant appel à chaque nouvelle étape à des notions traduisant un saut à la fois quantitatif et qualitatif dans la portée de l'intégration.

Les Communautés européennes (CECA, CEE, CEEA ou Eura-

tom), et en particulier la CEE (devenue désormais "Communauté européenne"), constituent des organisations internationales dotées de la personnalité juridique dont la mission consiste essentiellement en l'établissement d'un marché commun au moyen d'institutions exerçant des compétences propres et d'un ordre juridique distinct des ordres juridiques nationaux mais directement intégré à ceux-ci.

Le Marché commun était et est resté une notion mal définie mais dans laquelle on devait voir la mise en place progressive pour les opérateurs économiques de la Communauté, quel que soit leur Etat membre d'établissement, des conditions propres à leur assurer l'accès du marché communautaire dans des conditions comparables à celles qui leur sont offertes par leur marché domestique. Cela supposait, à l'intérieur de ce marché commun, non seulement la reconnaissance des quatre libertés de circulation interne (marchandises, personnes - en tant que facteurs de production: travailleurs et entreprises, services et capitaux) mais également des règles communes de concurrence, une harmonisation des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun et certaines

politiques communes. A l'égard de l'extérieur, ce marché commun comportait, sur le fondement d'une union douanière, l'établissement d'un tarif douanier commun et une politique commerciale commune (article 3/CEE).

C'est l'Union douanière qui permettra d'assurer à la fois la libre circulation interne des marchandises communautaires (originaires mais également tierces mises en libre pratique) par l'élimination des obstacles tarifaires internes et la mise en place du volet tarifaire de la politique commerciale commune. A noter que l'union douanière de la Communauté, contrairement à l'union douanière selon le GATT, n'inclut pas en tant que telle ni l'élimination des restrictions quantitatives ni l'harmonisation des réglementations commerciales autres que tarifaires. Ces deux éléments se retrouvent toutefois dans d'autres chapitres du traité, l'ensemble constituant donc bien une union douanière au sens du GATT, et allant même au-delà dans l'intégration.

En effet, la Communauté a non seulement renforcé l'élimination des droits de douane requise par le GATT par celle des taxes d'effet équivalant à ces droits (articles 9, 12 et suivants) et des dis-



criminations fiscales (articles 95 et 96), mais elle a généré progressivement, pour répondre aux exigences même du marché commun et des politiques commerciale et agricole communes, puis du système des ressources propres, sur des bases juridiques diverses (articles 28, 100 ou 235 qui font expressément référence au marché commun et 113) une législation douanière de plus en plus complète qui finira par être codifiée.

L'établissement du Marché commun étant la mission première de la Communauté, "Marché commun" a fini par devenir, dans le langage courant, un synonyme de "Communauté européenne".

Lequel d'entre nous ne s'est pas entendu dire, encore aujourd'hui: "Vous travaillez pour le Marché commun?". Les expressions à succès ont la vie dure. Malgré tout, après 25 ans de Communauté le Marché commun tel que conçu par les auteurs du traité n'existait toujours pas et le marché communautaire était encore loin de ressembler à un marché national. D'où l'idée de revitaliser l'idée de "marché commun" par le projet de "marché unique ou intérieur", les deux expressions étant indifféremment employées bien que le traité ait finalement opté pour la seconde.

Le Marché intérieur, aux termes de l'article 8A/CEE (7A/CE) in-

introduit par l'Acte unique, "comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions du présent traité". Pour compenser les effets négatifs d'une telle ouverture pour les Etats membres aux économies les plus fragiles, l'Acte unique a doublé la mise en place du marché intérieur d'un renforcement de la cohésion économique et sociale, au moyen des fonds structurels. Le marché intérieur apparaît ainsi essentiellement comme une forme plus achevée du marché commun, qui le portait déjà en germe dès l'origine. La notion de "marché intérieur" se substitue d'ailleurs à celle de "marché commun" dans plusieurs dispositions du traité (articles 3cdg, 99), sans toutefois l'éliminer complètement (voir articles 2, 3h et 100, 235). Il offre surtout, avec l'article 100A les moyens institutionnels de sa réalisation, grâce au vote à la majorité qualifiée.

A noter que dès 1979, la Cour de Justice considérait que les contrôles douaniers proprement dits avaient, en ce qui concerne les échanges intracommunautaires, "perdu en réalité leur raison d'être" et que les contrôles "résiduels" justifiés par des raisons

fiscales ou statistiques ou des restrictions d'ordre public (article 36/CEE) devaient être "allégés dans toute la mesure du possible de façon à ce que les échanges de marchandises entre Etats membres s'effectuent dans des conditions aussi proches que possibles de celles prévalant sur un marché intérieur" (arrêt "Commission c/Italie" du 25 octobre 1979, affaire 159/78 "agents en douane"). L'avancée du "marché intérieur" par rapport au "marché commun" aura donc été d'aller jusqu'à faire disparaître la nécessité de tels contrôles résiduels.

Cet apport fondamental de la notion de "marché intérieur" à celle de "marché commun" a permis à la législation douanière à la fois de se réorienter et de s'étoffer afin de prendre en compte aussi bien la disparition des frontières et des formalités de type douanier entre Etats membres que la nécessité d'une approche encore plus uniforme du traitement douanier des marchandises à la frontière externe et à l'intérieur même du territoire douanier, l'article 100A évitant le plus souvent, avec l'article 113, le recours à l'unanimité du 235.

L'impératif d'abolition des frontières fiscales lié au marché inté-

rieur a évidemment conduit à un effort d'harmonisation de la fiscalité indirecte, qui reste encore à poursuivre, notamment en ce qui concerne la TVA qui fonctionne encore selon un régime transitoire. Du côté des accises, même si le régime général de circulation des produits mis en place est déjà définitif, c'est loin d'être le cas pour l'harmonisation des structures et des taux. Par ailleurs, les difficultés liées au maintien d'impositions indirectes hors harmonisation communautaire mériteront d'être réglées. Comme son prédécesseur le Marché commun, le Marché intérieur de la Communauté reste donc encore loin, notamment sur le plan fiscal, des conditions propres à un véritable marché domestique.

En outre, dans le cadre du Marché intérieur, l'absence de correspondance géographique entre le territoire douanier et le territoire où l'harmonisation fiscale devait jouer a nécessité le maintien de procédures douanières de circulation ou d'expédition/introduction des marchandises communautaires entre parties du territoire

douanier n'ayant pas le même statut fiscal.

Le traité sur l'Union européenne a complété cette construction d'une Union économique et monétaire, déjà amorcée par l'Acte unique et qui relève de la sphère communautaire (ou "premier pilier"), et d'une Union politique, comportant un volet de Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC ou "deuxième pilier"), un volet de Coopération dans les domaines de la Justice et des Affaires Intérieures (CJAI ou "troisième pilier"), tous deux à caractère intergouvernemental, et la consécration d'une citoyenneté européenne, sans que l'on sache vraiment laquelle des deux Unions, l'économique ou la politique doit être le moteur de l'autre...

Ce sont notamment les problèmes d'articulation entre le pilier communautaire et les deux piliers intergouvernementaux qui sera discuté dans le cadre de la préparation de la conférence intergouvernementale de 1996 destinée à réviser le Traité de Maastricht.

(prochain épisode : "L'intégration externe des partenaires de l'UE")

Jean-Michel GRAVE 01

For those outside.....!

From making to managing EU rules

With the completion of the Internal market, DG XXI staff are becoming managers rather than legislators. This was highlighted by Professor Mario Monti during a half-day seminar for all DG XXI (customs and indirect taxation) staff. He not only addressed and met the staff, but also answered their questions on various issues

COURRIER 
DU PERSONNEL



Mario Monti: "manage the results effectively", accompanied by Peter Wilmott (photo JMT)

Practically all 360 members of DG XXI turned up at the new Renaissance Hotel to hear senior management explaining where the DG is now,

immediate priorities, and plans for the coming five years; **Daniel Germain** of DG IX outlined the importance of their training programme.

After just three months in the job, Commissioner **Monti** admitted to "still

learning"; he was impressed by the professional expertise of DG members and their complete spirit of cooperation. He was "glad now to be beginning to breathe, and to have more widespread contacts with the staff". He identified the customs union as the foundation stone of the internal market. The computer systems developed by staff were at the forefront of technological progress in a very technical area. He called on the team to "build on this achievement and manage the results effectively".

Professor Monti emphasised the challenges ahead : a definitive VAT system; the explosive growth in businesses related to external relations and the linked customs and tax problems, particularly from the emerging market economies of Eastern and Central Europe; developing business-friendly customs, the fight against fraud; the new management, as opposed to legislative role of the DG's staff; the "sting in the tail" was inadequate resources and tools for the job. He looked forward to working with DG XXI over the next five years.

Trust of member states

Director General **Peter Wilmott**, in reply, identified what his staff did well, and what they did not do so well. On the positive side, he stressed "innovation at the practical level, computer applications, techniques developed against fraud, and the trust of member state administrations in the DG's staff, whom they saw as partners".

"We do not talk enough to each other; we do not share our files, no one person has a right to a certain file; we do not use our resources to the full; we must use our computers more, and we must project the image of our directorate general better", Wilmott cited as negative habits of his staff. "We must generate solidarity between us", he concluded.

Directors **Michel Aujean**, **Carlos Muñoz Betemps** and **Alberto Oyarzabal** outlined the future work of their individual directorates, concentrating on VAT and the single market, Customs 2000, and new trends in international relations.

Staff left feeling elated and part of a team. The seminar generated "solidarity" in the whole DG.

Denis McGowan



BRUSSELS

RENAISSANCE

HOTEL

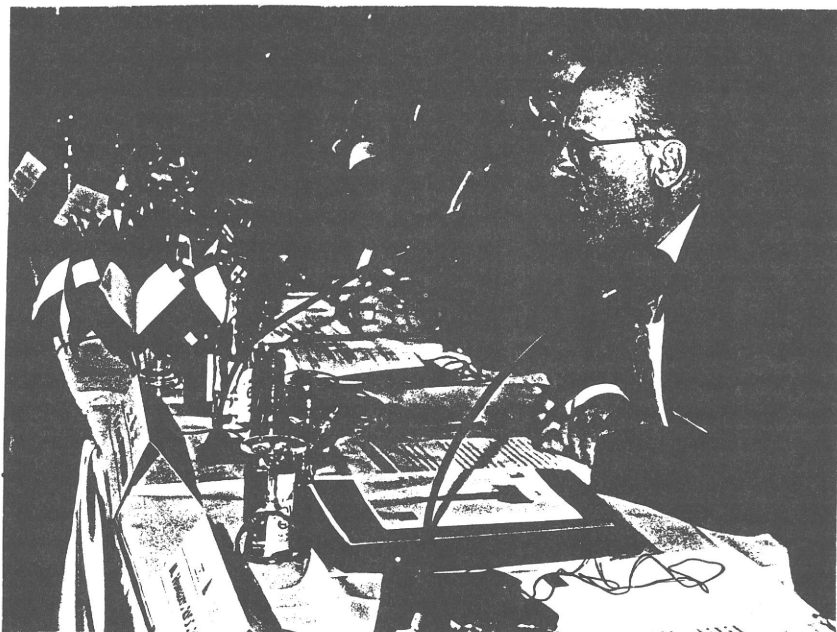
"La mondialisation des échanges: un défi pour la douane"

Mercredi soir, le 7 juin, la musique de la fanfare de la douane d'Anvers accueille ceux qui ont trouvé leur chemin jusqu'au Beffroi du Vieux Château de Bruges. Les douaniers belges ont sorti leurs uniformes de l'armoire ou ont emprunté l'uniforme d'un collègue qui n'a pas été invité. Les drapeaux de l'Union européenne et de l'administration belge des douanes et accises ont trouvé une place parmi les bannières qui garnissent la salle Rodenbach. Les participants au colloque "La mondialisation des échanges: un défi pour la douane", organisé conjointement par l'administration belge des douanes et accises et la DG XXI, se réjouissent qu'aucune grève, cette année, n'ait pu empêcher les représentants des douanes et de l'industrie et du commerce de se rencontrer afin de dialoguer sur le rôle de la douane dans le commerce international.

Le lendemain matin, les 150 participants se retrouvent au Centre de conférences de l'Ancien Hôpital de Saint Jean à Bruges. La session de la première journée est intitulée "Facilitation et contrôles: antinomie ou complémentarité?" et est présidée par Monsieur H. Rios Rodriguez, Secrétaire général de la Régie Publique

pour la Télévision espagnole et ancien Directeur général des douanes en Espagne. Monsieur Emile Goffin, chef de Cabinet du Ministre belge du Commerce extérieur et des Affaires européennes, ouvre le débat avec un discours, parfois provoquant, sur la facilitation du commerce international et la simplification des procédures douanières. Tout en étant avocat de la facilitation, il ne manque pas de souligner le rôle économique et social croissant de la douane. Si les administrations douanières ne répondent pas suffisamment à ce défi, elles courent le risque que certaines de leurs responsabilités soient assumées par des sociétés privées. Cette évolution vers la privatisation de la douane a déjà lieu dans certains pays en voie de développement.

La réponse au problème du "comment la douane fait-elle face à ce grand défi?" est donnée par Monsieur Dermot Quigley, Directeur général des douanes en Irlande. Dans son discours sur l'amélioration des méthodes de travail, il explique clairement les pierres angulaires du programme d'action Douane 2000: les opérations de monitoring, l'analyse des risques, les procédures simplifiées, l'audit et l'informatisation.



Il souligne que les initiatives prises jusqu'à présent ne sont qu'un départ et que l'objectif final doit être de fournir aux importateurs et exportateurs de toute l'Union européenne un service comme si l'Union était un seul territoire. Il ne voit pas de raison pour laquelle un importateur ne pourrait pas déclarer ses marchandises pour la mise en libre pratique à n'importe quel bureau de douane dans la Communauté. Il plaide également pour l'introduction d'un délai de dédouanement garanti afin de permettre aux opérateurs économiques de mieux planifier leurs opérations. Cependant, Monsieur Quigley met aussi en exergue le rôle de l'industrie et du commerce. Les opérateurs doi-

vent faire un effort pour gagner la confiance des douanes en respectant à 100% la législation et en mettant sur place des structures internes qui répondent aux besoins des contrôles douaniers. D'autre part, ils doivent communiquer à la douane leurs besoins et propositions quant à la facilitation. La session de la matinée se termine par un exposé de Monsieur Jean Duquesne, Président de l'ODASCE (Office de Développement par l'Automatisation et la Simplification du Commerce Extérieur), sur le rôle de la douane dans le flux des marchandises. Il souligne que ce rôle n'est pas limité au commerce extracommunautaire car les flux externes se mêlent aux flux internes.

La parole est maintenant laissée aux participants. Le représentant de la Fédération européenne pour la fonction publique en profite pour plaider en faveur de l'établissement d'une école douanière européenne. D'autres participants interviennent pour interroger la Commission sur l'avenir du système de transit.

Les travaux de l'après-midi sont consacrés au volet douanier des accords avec les pays d'Europe centrale et orientale. Monsieur Oyarzabal fait le bilan de la situation et résume le volet douanier de ces accords, c'est-à-dire la coopération technique, législative et administrative. Il évoque également le problème du transit et la stratégie de pré-adhésion des pays associés adoptée au Sommet d'Essen. Ce tour d'horizon par Monsieur Oyarzabal est suivi par un exposé de Monsieur Snoodijk, Président du Comité Consultatif Douane et Fiscalité Indirecte, sur la perception par l'industrie des accords européens. Il souligne l'importance pour l'industrie d'une simplification des règles d'origine préférentielle.

Dans le débat qui suit, le transit est à nouveau à l'ordre du jour. Le représentant de l'IRU mentionne la condition imposée par l'assureur de l'IRU que chaque élément d'une opération TIR doit être contrôlé par un organisme de contrôle, plus précisément, la société SGS. Monsieur Mu-

ñoz Betemps réplique que, même si la "tâche" douanière pourrait être déléguée à une entreprise privée, la "responsabilité" de la douane ne peut pas être déléguée. La privatisation de la douane ne peut donc, en aucun cas, constituer la réponse au problème de la fraude dans le transit. La solution se trouve par contre dans l'informatisation de la procédure, qui est en cours, et dans d'autres initiatives qui ont déjà été prises en vue de renforcer le régime. Le problème de la consultation de l'industrie, déjà soulevé par certains orateurs, fait également l'objet de plusieurs questions. John Raven se demande pourquoi par exemple le commerce n'est pas représenté dans les équipes de monitoring? Monsieur Snoodijk est étonné que la proposition pour le programme d'action Douanes 2000 n'inclue pas de proposition pour renforcer la relation douanes-industrie (ce qui n'est pas vrai!).

Le vendredi matin, les participants se retrouvent pour un débat sur la fiscalité indirecte, présidé par Monsieur Wilmott. Dans son introduction, Monsieur Wilmott met la problématique du nouveau régime de TVA dans son contexte global. Les possibilités d'action de la Communauté dans le domaine de la fiscalité indirecte sont limitées par la base juridique, l'article 99, qui prévoit une harmonisation dans la mesure où elle "est nécessaire pour assurer l'éta-

blissement ou le fonctionnement du marché intérieur". Vu ce lien étroit entre le marché intérieur et la fiscalité indirecte, il est important de d'abord bien définir le concept "marché intérieur" pour en tirer ensuite les conséquences sur le plan de la fiscalité, tant directe qu'indirecte. En formulant sa proposition pour le régime définitif de la TVA, la Commission doit prendre en compte les différences qui existent dans la relation contribuable-administration entre les pays du Nord et les pays du Sud. En outre, le régime définitif de la TVA doit être considéré à la lumière d'un

éventuel élargissement de l'Union, de l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire et de la Conférence Intergouvernementale. Monsieur Wilmott affirme que, vu la complexité de la problématique dont certaines composantes ne sont pas encore suffisamment définies, le régime définitif de la TVA n'entrera pas en vigueur le 1 janvier 1997.

L'état des lieux en matière de TVA et accises est dressé par Monsieur Aujean qui fait remarquer que dans le cadre du système existant, on a atteint la limite des simplifications pos-



sibles, à l'exception de la désignation du redevable de la taxe, plus précisément lorsqu'il n'est pas établi dans le pays où il réalise ses opérations. Parmi les problèmes que rencontrent les opérateurs, Monsieur Aujean évoque le problème de la preuve de l'exonération de la livraison intra-communautaire, la diversité des lieux d'imposition (25 en total) et la diversité des modalités d'imposition (la 6^{ème} directive prévoit 66 facultés d'imposition et 125 mesures dérogatoires accordées aux Etats Membres). Ces divergences sont difficiles à éliminer tant que l'on ne change pas la règle d'unanimité pour l'adoption de la législation sur la fiscalité indirecte et le mode de législation par voie de directives. Monsieur Aujean utilise les dernières minutes qui lui sont imparties pour parler du rapprochement des taux des accises et il annonce qu'une conférence à ce sujet sera organisée en novembre 1995 pour lancer la consultation.

La dernière session a lieu sous la présidence de Monsieur Witteveen, Directeur général des Douanes néerlandaises. Dans son introduction, Monsieur Witteveen donne un aperçu de l'évolution du rôle de la douane comme protecteur de la société à travers les siècles. Il souligne que, bien que le rôle financier de la douane comme protecteur des intérêts trésor-

riers de l'état ait diminué, la douane est appelée aujourd'hui à protéger d'autres intérêts, souvent plus importants, de la société. Le dernier discours est prononcé par Monsieur John Raven, Directeur de la facilitation, International Express Carriers Conférence, et traite des objectifs communs et responsabilités partagées de la douane et des opérateurs économiques. Monsieur Danet, Directeur général adjoint des douanes françaises répond aux propos provocants sur le rôle de la douane. Il souligne que le premier rôle de la douane est de faciliter le commerce. Etant donné que la vie économique risque d'être perturbée par des phénomènes comme la contrefaçon ou le trafic illicite de produits dangereux, la douane a également un rôle de protection et de contrôle.

Le colloque a mis en exergue le défi énorme que comporte pour la douane la mondialisation des échanges. Pour faire face à ce défi, plusieurs solutions ont été suggérées: la coopération administrative, l'informatisation, la formation, un renforcement de la concertation et même la privatisation de certaines tâches des administrations douanières. Que le colloque puisse être un message aux Etats Membres pour accélérer l'adoption par le Conseil du programme d'action Douanes 2000 ...

POST BOX 21



Cher Tony,

Comme promis, voici quelques idées à propos de la formation à l'intérêt de la DG XXI.

Depuis quelques années, chaque fois que j'ai l'occasion de rencontrer un responsable de la formation de la DG IX, j'expose mon idée, mais sans beaucoup de succès, je dois dire. Comme on dit: personne n'est prophète dans son pays! Mais comme je suis têtu, je l'ai exposée à M. GERMAIN lors de la réunion de la DG le 4 mai passé et je la présente à nouveau ici!!

Le droit douanier est une branche complexe qui a ses sources, ses lignes conductrices et des particularités. Il est indispensable que son enseignement soit à la fois théorique et pratique.

L'enseignement offert dans le cadre du FIDO est sectoriel et distribué par des collègues spécialistes qui enrichissent leurs exposés par des cas résultant de leur expérience pratique.

Bien, l'idée serait de compléter cet enseignement par un enseignement plus théorique tel qu'il est donné dans les universités de la place. Cet enseignement serait complet et non uniquement consacré aux sujets plus importants ou plus à la mode.

Il donnerait la possibilité, à la fin du cours, de voir ce qu'on a retenu en passant un examen et d'obtenir un certificat délivré par une université. Les frais d'inscription étant toujours pris en charge par l'administration.

Certainement l'université concernée pourrait accepter que les cours soient donnés dans nos locaux en évitant ainsi des déplacements fastidieux.

Pour ceux qui le souhaitent, cela pourrait constituer une préparation de base pour préparer un examen de passage de catégorie.

Voilà l'idée ... si elle n'est pas réalisée, pas de problème, les personnes intéressées pourront suivre un cours de 40 H lors de la prochaine année académique à Saint Louis ou à l'U.L.B., par exemple.

Que tout ceci ne t'empêche pas de dormir paisiblement.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Luigi Casella', written over a diagonal line that extends from the bottom left towards the top right.

Luigi CASELLA

DANS LA PRESSE

Stamping out corrupt customs

One are the days of not knowing how much it would cost to clear customs or to accurately cost alcoholic beverage goods in Russia. For years, importers skirted the constantly fluctuating import duties and excise taxes at Russian border points by slipping bribes to customs officials – or by strategically loading television sets or other luxury items onto a container prior to seal-breaking in Russia.

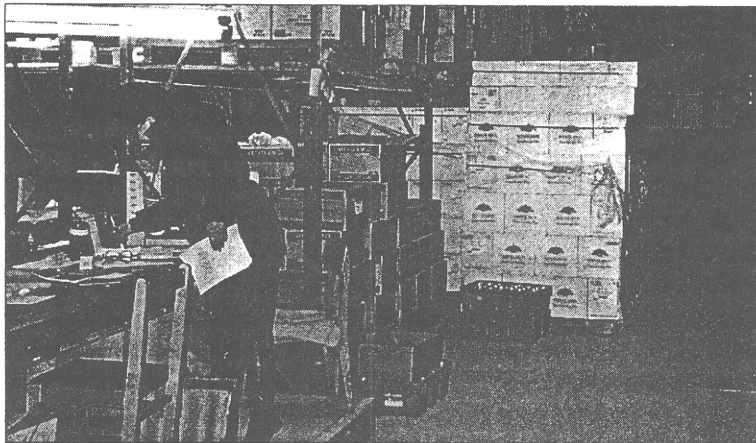
On January 1 this year Russian government authorities adopted new measures to crack down on corrupt customs officials.

Over the past five years, the most common gripes among wine and spirits importers in Russia were product counterfeiting, smuggled goods and the uncertainty of tax and duty structures. Counterfeits, usually recycled bottles filled with a domestically produced alcohol, damaged brand images. Smuggled goods made it difficult for legitimate imports to

compete, and import duties and taxes rose without notice. Import taxes on wine, for example, jumped from no applicable duty to 20% on the CIF value in July 1992, then to 40% in January 1993 and 99.7% a few months later, reaching a high point of nearly 200% in early 1994.

To alleviate some of these problems, the Russian decree requires all alcoholic beverage imports to bear tax stamps on each bottle. Importers purchase these stamps for 200 roubles each and air-freight them to the point of shipping origin or to the supplier's address. Tax stamp exemptions exist for beer products, products imported for diplomatic use, or for duty free store sales, wine and spirit packaged in tetra-pak or containers with less than 100ml in contents.

Stamped products are able to clear customs at fixed excise taxes and import duties which amount to less than the taxes previously imposed. Wine imports are now taxed at



Russian customs staff inspect wine shipments for tax stamps

0.50ECU (US\$0.60) per litre in excise and another 0.50ECU in customs duties. These two values are then added to the invoice value and taxed an additional 23% in VAT. To avoid invoice undervaluation, the minimum declared value for wine is US\$2.50 a litre. The total minimum customs value payable is US\$22,000 for a 40 fcl of 1,200 cases of wine. Champagne imports are calculated at a base of 1 ECU (US\$1.20) and most spirits as 5 ECU (US\$6) per litre.

The main obstacles to full restoration of law and order in the alcohol

trade are the threat of mafia meddling and the possibility that 'tax stamp police' will find the loophole excuse that products arrived in Russia prior to January 1, 1995.

Another problem is that some kiosks are removing stamps at the time of sale and sticking them on contraband bottles. Furthermore, stamps may be available on the black market. However, for most legitimate importers of alcoholic beverages in Russia, this new decree may be only a temporary measure.

John J. Schwartz

THE ECONOMIST APRIL 1ST 1995

Ivan Othertaxbill

MOSCOW

PETROL is not the only fuel in short supply in Russia. Recently Moscow had an imported-beer drought. Several hundred kegs of the stuff, it turned out, were sitting in Moscow's Sheremetevo Airport, the object of a bitter dispute between restaurateurs and zealous tax officials, who had raised the import tariff on beer from \$9 to \$35 per keg overnight. After defiant restaurateurs refused to pay, the government backed down and lowered the tariff.

For complexity and arbitrary bloody-mindedness, Russia's tax system has few equals. Anyone transporting personal belongings in and out of the country has to pay a 63% duty on some goods, such as furniture, if their collective value exceeds \$2,000. However, the law does not say how the goods should be valued, leaving foreigners at the mercy of customs officials. Moscow alone has 51 taxes, including a tax on pet dogs and cats. In Arkhangelsk, there is an "environmental tax"; Vladivostok has introduced a logging tax.

Businesses must pay a 13% profits tax to the federal government as well as a complicated 38% tax on "excess wages" for Russian employees whose monthly salary exceeds six times the minimum wage, now about \$26. This comes in addition to a social-security tax that makes up about 41% of the wage bill. One American businessman in Moscow, who says he has yet to make a profit, complains that he has already paid \$22m in taxes. Many import tariffs have more than doubled, from 7-8% in 1993 to 13-15% in 1994—and rates seem



to fluctuate daily.

The central government has finally woken up to the idea that this fiscal nightmare might be frightening investors. On March 28th, Alexander Pochinok, a deputy in the lower house of parliament, who sits on its financial committee, said that some of Russia's more outrageous taxes, such as the one that requires businesses to pay a tax for using the words "Russian Federation" or "Russia" in their titles, have not brought in as much revenue as the government had hoped. They may thus be eliminated within the year.

A controversial 23% value-added tax was already set to be trimmed to 21.5% on April 1st; it is now scheduled to be reduced to 20% by January 1996. A 25% local profits tax, which businesses were required to pay to any local government that chose to impose one, has now been reduced to a still extortionate 22%. Is there any protection from the fiscal onslaught? "Only losers and foreigners pay taxes," mutters one entrepreneur. Foreigners can at least take comfort from the fact that Russian taxes stay (nominally) in the country. In neighbouring Kazakhstan, foreign businesses have been told by the taxman to make out some cheques to Crédit Suisse in Switzerland.

Danes' vision of closer Union



TOLD•SKAT — the Danish customs and tax administration — acknowledges that more and more customs and tax work has an international dimension. The single European market is a clear case in point.

Harmonisation and standardisation are, I feel, two different concepts. Harmonisation should be accomplished by setting common objectives in areas such as control at external frontiers and VAT control of businesses. The purpose is to ensure the same level of control at the EU's external frontiers.

This would prevent the countries' transport sectors from exploiting failing quality standards in customs and tax procedures, distorting competition within the EU.

The means to reach the common objectives may vary, but internationalisation through contacts and dialogue will undoubtedly result in extensive harmonisation of working methods. Other people's success stories will be a natural source of inspiration turning the concept 'best practice' into a development tool.

Portcullis

The quality concept is a very suitable platform for the coming years' harmonisation efforts in the Union. The concept comprises methods for determining, measuring and developing quality. The common objectives can be reached by laying down common standards.

On the other hand, the quality concept does not imply standardised means for meeting quality targets.

Each individual customs and tax administration is free to lay down standards for its own work. This puts the quality concept at the centre in relation to the harmonisation efforts.

The practical co-operation in the EU can be developed primarily by initiatives created in collaboration between national customs and tax administrations. We cannot expect the European Commission to take the lead in this area.

This does not mean that the Commission should be excluded — of course it should be involved, but the agenda for debate should be set by the EU customs and tax administrations. This is one of the greatest internationalisation challenges of the coming years.

Kaj Elkrog - the outgoing deputy
director-general of the Danish customs and
tax administration



Internet companies see

future in 'electronic cash'

Charles Arthur reports on the Net's latest wave of change

The news earlier this week that *Playboy* magazine is expected to become the first publication to make money from displaying its contents on the Internet World Wide Web might provoke sniggers among some.

But many companies aiming to do business on the global network of computers see this as the front of a wave of change in which paper cash will be replaced by "electronic cash", a string of computer zeros and ones sent over a telephone line.

They believe it will revolutionise our ideas of how and where commerce is carried out and even force governments to rethink their basis for taxation. "The revenues generated by the Internet are already estimated to be as large as the economy of Holland," David Birch, of consultancy Hyperion, said. "But the thing is that to most people it's invisible."

Using the Internet you can already order flowers, pizzas, books, clothes, groceries and computer software and hardware from all over the world. At present the payment is by credit card over the telephone, because the Internet is not regarded as secure for sending such details. But some companies have developed encryption systems so electronic cash can be exchanged over the Net.

THE INDEPENDENT



THURSDAY 18 MAY 1995

'Hotwired' brings in about £1.72m a year from adverts

The second half of this year is expected to bring an explosion in this invisible economy.

"Netsurfers" pay nothing to visit "sites" – information areas – on the Internet, because there is no way to charge them for access. Newspaper, magazine and book publishers prepared to make all or part of their output available on the Internet have to defray their capital and staff costs by selling advertising space in the "pages" of their World Wide Web site.

The alternative to advertising is subscriptions: anyone wishing to visit a site must first pay by credit card and receives a personal access code. But Mr Birch comments: "I don't always want to pay for everything. I might just want one article, not the whole paper. And it's boring to pay separately."

Mr Birch believes the implications are enormous. "Customs and Excise already complains because if you download software over the Net from, say, the US, they don't know it's happened and so can't charge VAT. In the past few years businesses have had to re-engineer themselves. I think now it's the turn of government."

Open EU borders bring bonus for carriers

Martin Whitfield and **Lynne Curry** report how the

Courier and express companies are working to keep ahead of the times.

If couriers were ever sceptical about the European single market, the past 12 months have removed any doubt of its benefits in terms of the movement of goods. Traffic across Europe is growing fast with the value of the total distribution market estimated at more than £25bn.

Although domestic markets within the European Union are likely to show growth in line with rises in general economic activity, across border trade is expected to increase by between 15 and 20 per cent a year.

All the larger carriers are boosting their investment in Europe or are strengthening their ties with associated companies.

.....

The single market's success in easing the movement of goods and the reduction in necessary documentation has allowed the emergence of a centralised distribution system for the largest companies. Nike and Yamaha are two companies which have opted to concentrate activities in one large European centre, in Belgium and the Netherlands respectively.

Lilian Bours, of Nike Europe in Amsterdam, said the huge warehouse at Laakdal was already operating for clothes distribution with shoes to follow over the next two years. Goods shipped from Asia are taken straight to the depot from the docks at Antwerp or Rotterdam and then trucked by Nedlloyd to parcels distributors in each of the 12 EU countries.

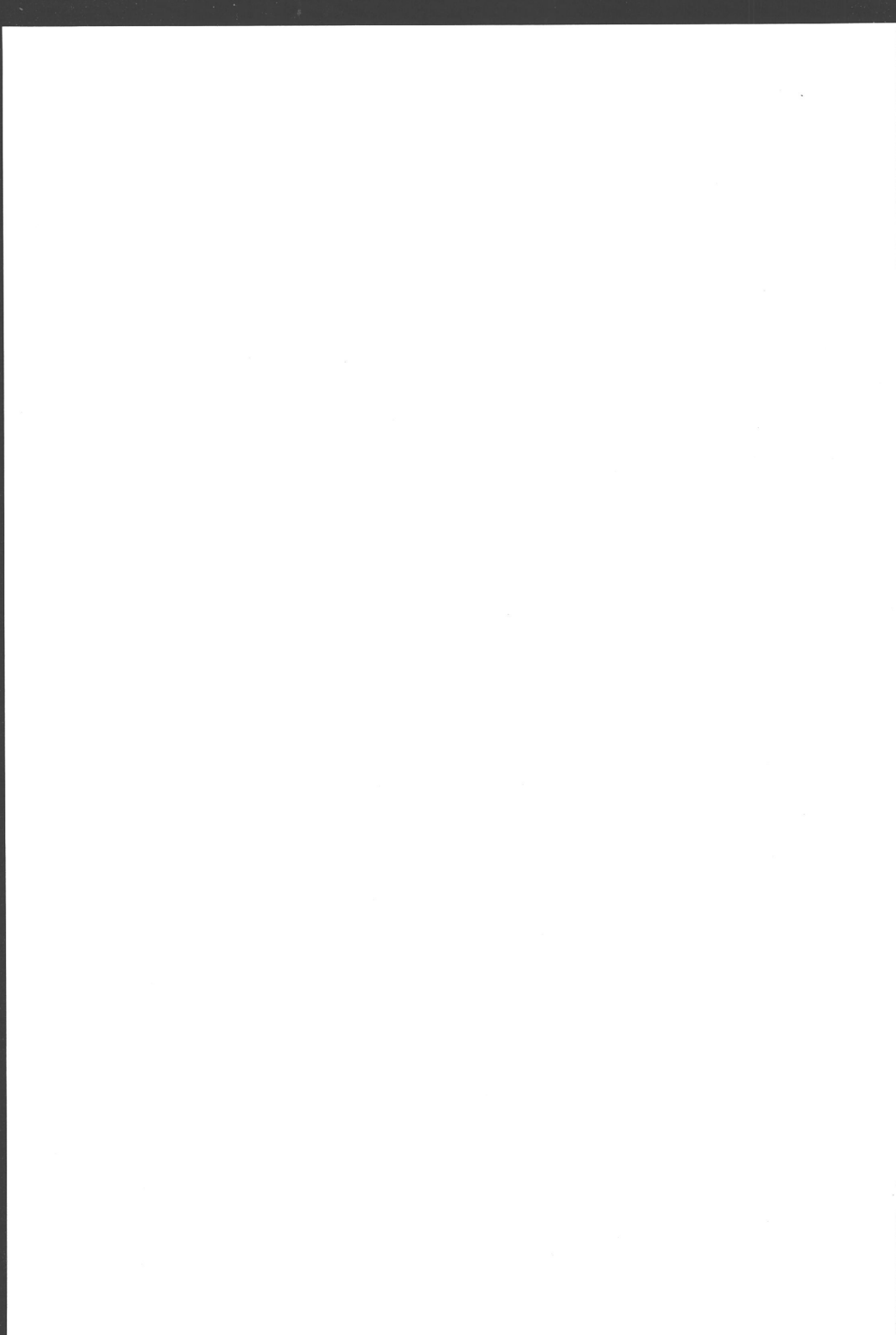
"It is much more economical to have one central warehouse than 12 warehouses in each country," said Ms Bours. "We do not have to hold so much stock and we don't have the position we had before where Italy could run out of a particular line but there was a surplus in Spain. There is central control over inventory all throughout Europe."

Although most distribution is preplanned, it is possible for retailers to ring for an order and have it delivered within 24 hours.

The continued rise of "just in time" production methods is creating further demand for more frequent and efficient distribution systems. The concepts place great emphasis on reliable distribution and their introduction is often accompanied by a decision to contract out transport activities to a specialist.



THE INDEPENDENT



Devoir de vacances

Pour tous ceux qui ont du temps à tuer, cet été, à la plage ou dans les embouteillages¹⁾, voici un petit jeu.

La pénurie de traducteur nous a forcé à faire appel à un service extérieur pour assurer la traduction, du français vers l'anglais, du texte ci-dessous. Sans remettre fondamentalement en cause la qualité de l'exercice, il faut bien avouer que le sens nous échappe.

Un prix sera offert à la meilleure révision de cette traduction dans un anglais correct. Afin que chacun ait ses chances, la compétition est ouverte dans trois catégories:

- *Poids plumes:* *anglophones*
- *Poids moyens:* *francophones*
- *Poids lourds:* *autrephones²⁾*

- "a) While their husbands were making the men of the Alma bridge with their scratched completes, the ladies were pancaking their buns.
- b) The blessed yes-yes was at the plugs with a Mary-sleep-here who has arrived without shouting station.
- c) He had a tooth opposite her because she put down a rabbit to him.
- d) She was cowly owl and he was drawn at four pins but had films, so she refused to pass at the pan.
- e) The bite-gentleman was not bathing in the oil, so he asked for a little Swiss.
- f) Name of a pipe! It is not pie to make the nice when one has fifty brooms.
- g) He brought back a strawberry, half-fig half-grape, after having lost the first sleeve."

1) embouteillage: mettre en bouteille, à ne pas confondre avec emboîtement: mettre en boîte (box keeping).

2) ceux dont la langue maternelle, ou la langue la mieux maîtrisée n'est ni l'anglais ni le français.

Télévision par satellite en Belgique et en Europe

Introduction

Depuis une dizaine d'années, l'importance de la télévision par satellite a augmenté considérablement en Europe. Des images éclatantes venant directement du ciel - meilleures que celles transmises par le câble -, un excellent son stéréophonique provenant aussi bien des émissions stéréophoniques de télévision que de celles de la radio par satellite, des chaînes en nombre et en variété de pays et de langues exceptionnels, voilà de quoi satisfaire les téléphiles européens. Et voilà pourquoi six millions de foyers en Allemagne, cinq millions de foyers en Grande Bretagne, un million en France, une centaine de milliers chez nous en Belgique ont choisi de s'équiper d'une antenne parabolique.

La Belgique n'a pas été parmi les premiers pays à suivre la vogue. L'explication est simple: disposant ici d'un des meilleurs services de transmission par câble en Europe -

on le sait, à peu près 40 chaînes de télévision plus une quinzaine de radios transmises - nous n'avons pas à nous préoccuper des problèmes technico-financiers - et peut-être légaux - pour installer, sur notre toit ou sur notre terrasse, l'antenne parabolique nécessaire pour la réception d'autres programmes. "En tout cas, on regarde même pas les programmes de la télévision câblée...".

Et pourtant, les défenseurs du satellite ont d'autres arguments: Le fait d'avoir la possibilité de regarder des dizaines de chaînes TV ne signifie pas qu'on les regarde régulièrement toutes vraiment. Mais il se peut que plusieurs de nos chaînes étrangères¹⁾ favorites ne soient pas transmises par câble - comme c'est le cas de la Grèce et du Danemark; le satellite élargit donc le choix et, par ailleurs, la politique de la diffusion par câble répond à des impératifs différents, p.ex. choix équilibré entre langues du pays et autres langues²⁾.

1) En effet, les chaînes belges ne sont pas tellement concernées par ce débat: en ce qui concerne le satellite, elles ne sont - en principe - pas transmises ou elles y sont cryptées, comme RTL-TVI; en ce qui concerne le câble, on pourrait s'en passer en utilisant une minuscule antenne qui coûte moins de 500 FB et que l'on peut installer même sur le téléviseur.

2) C'est ce qui a provoqué le jugement du Tribunal de Bruxelles interdisant la diffusion de la chaîne TNT-Cartoon. Pendant les trois mois d'interdiction - avant le jugement favorable de la Cour d'appel - les foyers équipés d'une antenne parabolique pouvaient la regarder sans problème.

Quels sont et où sont placés les principaux satellites européens?

Le tableau complet des satellites que l'on peut capter, avec une antenne de taille raisonnable (80 cm), est publié chaque mois dans les magazines spécialisés³⁾. Etant donné que les satellites européens sont placés à 36.000 km d'altitude au dessus de l'Equateur, à des longitudes qui varient, de 63° Est (Intelsat 602) à 45° Ouest (Panamsat)⁴⁾ et qu'ils tournent à la même vitesse que la Terre - d'où le terme "satellite géostationnaires" - votre antenne doit être dirigée vers le Sud⁵⁾ et placée avec légère déclinaison par rapport à la verticale. Après cela, en tournant l'antenne vers la longitude indiquée et en ayant votre tuner (voir § 9) branché sur la fréquence appropriée, vous capterez facilement vos satellites favoris dont les plus importants sont Astra (19.2° Est), Eutelsat 2 FI (13° Est) et Tele-

com 2B (5° Ouest).

Quelques exemples de chaînes TV transmises par satellite

La liste complète des chaînes TV et radio transmises par satellite se trouve aux dernières pages des magazines spécialisés.

A titre indicatif:

- Astra transmet 70 chaînes TV - dont la moitié sont cryptées⁶⁾ et 50 radios. Astra transmet plusieurs chaînes britanniques de la société Sky - qui était son premier client - dont la plupart sont cryptées ainsi que des nombreuses chaînes allemandes (presque toutes en clair). Je note aussi RTL 5 (hollandaise), Galavision (mexicaine), JSTV (japonaise, cryptée), TV 3 (danoise, cryptée), Chinese Channel (crypté) etc.

3) A titre d'exemples: en français: TELE-SATELLITE; en anglais: WHAT SATELLITE TV; en allemand, TELE SATELLIT etc. Prix moyen de chaque mensuel 180 FB.

4) Pour des détails, voir le graphique de la position de tous les satellites "captibles" en Europe.

5) Pour ceux qui auraient le sens de l'orientation défaillant, je rappelle que le Sud est la direction vers laquelle on voit le Soleil à 13h43 en été ou à 12h43 en hiver (=midi astronomique).

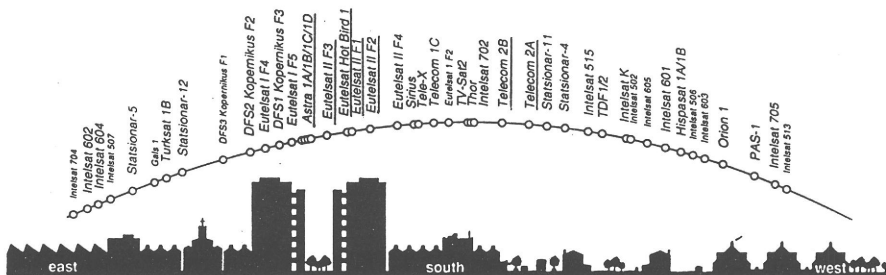
6) Pour regarder les chaînes cryptées de TV il faut disposer, en plus de l'équipement standard, d'un décodeur et d'une carte magnétique d'abonnement; attention: le même décodeur n'est pas utilisable avec toutes les chaînes, car il y a plusieurs systèmes de cryptage. En effet, chaque chaîne ou "bouquet de chaînes" utilise son propre système de cryptage pour combattre, autant qu'elle le peut, le risque de "piratage". Par contre, aucune radio, à ma connaissance, n'est cryptée. Enfin, même pour les chaînes cryptées, vous pouvez regarder "en clair" (sans décodeur) le télétexte. Certains démodulateurs (receivers, voir § 9) plus chers disposent d'un ou plusieurs décodeurs incorporés. Il faut compter, en plus, le prix des cartes d'abonnement qui sont vendues par chaîne ou par "bouquet" de chaînes et qui coûtent, approximativement, de 500 FB par mois (pour plusieurs chaînes Sky) à 7000 FB par an (la chaîne la plus chère).

- Eutelsat, qui est devenu depuis deux mois un concurrent sérieux face à Astra, transmet notamment des chaînes publiques de plusieurs pays européens; je note TV5 Europe, Deutsche Welle, TVE (espagnole), RAI 1 et 2, TV Polonia, BBC World, Euronews (en cinq langues) ainsi que European Business News (anglaise), Dubai TV, TRT International (turque), plusieurs chaînes musicales etc.
- Telecom (5° Ouest) transmet les chaînes françaises: M6, RTL 9, France 2, LCI (chaîne d'information en continu - le concurrent français de CNN, malheureusement cryptée - , ARTE (chaîne cul-

turelle franco-allemande), La Cinquième, TMC (Monte Carlo, cryptée) et TF1. Un deuxième satellite Telecom (8° Ouest) transmet une dizaine de chaînes cryptées, notamment du bouquet Canal+.

- Enfin, mention doit être faite de deux autres satellites Eutelsat: A 16° Est on peut capter notamment les chaînes arabes (Maroc, Tunisie, Algérie, Egypte) et balkaniques (Albanie, Croatie) etc. A 10° Est on peut capter la Grèce, le Portugal, trois chaînes turques⁷⁾, une chaîne kurde (Med-TV) et, depuis peu, la chaîne Europe by Satellite.

Graphique des satellites "capttables" en Europe



7) Aussi étonnant qu'il puisse paraître, la Turquie est la deuxième puissance satellitaire d'Europe-Proche Orient en nombre de chaînes (la première étant l'Allemagne). Outre d'une dizaine de chaînes réparties aux satellites ci-dessus, elle a lancé récemment son propre satellite Turksat (42° Est) avec une douzaine de chaînes turques.

Qu'est-ce que c'est Europe by Satellite?

C'est une chaîne de télévision, gérée par la Commission, qui transmet en direct ou en différé des parties des séances du Parlement européen, des réunions de la Commission, des messages commémoratifs à grand intérêt européen (p.ex. message du Président le jour de l'Europe, 9 mai), des visites des personnalités du monde entier aux Institutions européennes et, le reste du temps, des informations sur l'Union européenne, par télétexte. Ces émissions servent à être retransmises par les autres chaînes télévisées du monde entier. Pour ceux qui n'auraient pas lu "The DG, n° 19", je rappelle que EBS émet au satellite Eutelsat 10° Est, à la fréquence 11,080 GHz, polarisation horizontale, fréquence audio 6,60.

Quelques radios transmises par satellite

BBC à 5, BBC World Service, France infos/inter/culture, Deutsche Wele, RAI Radio 1 à 3, La Voix de l'Amérique et plusieurs autres radios espagnoles, portugaises, anglaises, belges, hollandaises, arabes etc.

Peut-on capter toutes les chaînes du monde par satellite?

La réponse est négative. Elle dépend de la position des satellites dans l'espace. La position des satellites non européens dans l'espace ne permet pas de voir les satellites qui se trouvent aux antipodes (Océan Pacifique, par exemple). En outre, la position des satellites européens ne leur permet pas de recevoir des émissions à partir du Japon, par exemple.

Les régions que l'on peut capter ici s'étendent de Scandinavie à Maghreb, de l'Est Atlantique jusqu'aux monts Oural et d'Islande jusqu'au Proche-Orient. Ce sont les régions qui émettent via les satellites européens. En plus, lorsque certaines chaînes mexicaines, américaines, chinoises etc. sont émises à partir d'Europe et transmises via les satellites européens, on peut les capter.

Que choisir? Satellite ou câble?

Du point de vue rapport prix/prestations l'un choisit l'autre. A long terme, le satellite est peut-être plus intéressant parce qu'on paie les frais de l'installation une seule fois, au début, et ensuite on peut regarder plus d'une centaine de chaînes TV et écouter presque autant des radios⁸⁾ sans qu'il y ait de redevance annu-

8) Pour ceux qui aiment la radio, la balance est nettement en faveur du satellite. On peut écouter les radios de beaucoup de pays comme si l'on y était, alors qu'elles ne sont pas transmises par câble.



elle⁹⁾. On amortit donc le prix de l'installation dans 5 à 15 ans, selon la qualité et la sophistication de l'équipement choisi.

Le Ministre-Président de la Région Bruxelloise M. Charles Picqué, dans une interview récente au journal *Vlan* a déclaré qu'à son avis la télévision par câble répond mieux aux exigences de la "démocratie", étant donné que des institutions démocratiquement élues décident quelle chaîne sera transmise et quelle ne le sera pas.

Les défenseurs du satellite, de leur côté, prétendent que le satellite représente la liberté: chacun peut recevoir toutes les chaînes "captables" dans le pays de sa résidence. Bien que pour la Belgique la remarque suivante n'a pas d'application, je ne peux pas m'empêcher de la faire: a-t-on imaginé l'impact colossal de la télévision par satellite sur les peuples des pays de l'Est qui a fait tombé les barrières de la censure bien avant la chute du Mur? Moi-même je me souviens, par ailleurs, avec émotion, à propos d'une dictature de type "occi-

⁹⁾ J'entends par redevance annuelle la cotisation à Coditel, Brutele etc., alors que la taxe annuelle belge sur les téléviseurs est due dans tous les cas.

dental" sous laquelle mon pays a vécu entre 1967 et 1974, que personne ne se fiait aux médias officiels censurés mais que nous essayions tous, le soir, avec beaucoup de précautions, de capter BBC ou Deutsche Welle "pour apprendre la vérité" en ce qui concernait notre pays.

Ces réflexions justifient de dire que le satellite représente la liberté mais je pense qu'il n'y aucune raison pour ne pas avoir et le câble et le satellite si quelques émissions satellitaires nous tentent.

Aspects légaux

Tant que la réception par satellite restait un sujet marginal, le législateur ne s'en occupait pas. Mais maintenant que les antennes "poussent" partout, que leur nombre en Europe atteint des dizaines de millions, la réglementation suit pour parler à des problèmes d'esthétique, de sécurité d'installation (droit de voisinage), de taxes, de droits d'auteurs etc. Et comme certains se posent la question de savoir s'il est légal ou pas d'installer une antenne parabolique sur son toit (la place préférée), terrasse ou arbre du jardin et comme il y en a d'autres qui craignent la sublimine inventivité taxatoire de certaines administrations fiscales, je devrais me limiter à les assurer que le "droit à l'antenne" est basé sur l'ar-

ticle 10 de la Convention européenne des Droits de l'homme et des libertés fondamentales dont le 1er paragraphe est rédigé comme suit:

Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comporte la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

Conclusion: l'administration locale ou autre peut intervenir pour mettre certaines conditions raisonnables à l'exercice de votre droit, mais elle ne peut pas vous en priver.

Principaux éléments de l'équipement de réception satellite et leur prix

- *Démodulateur (receiver), c-à-d. tuner de réception, relié à votre télé et/ou à votre appareil vidéo. 5.000 à 6.0000 FB. Les modèles les plus incorporent un ou deux décodeur qui sert à recevoir des cartes magnétiques pour avoir accès aux programmes cryptés et/ou d'un positionneur qui sert à moto-*

riser l'antenne. Prix d'un décodeur externe: 4000 minimum.¹⁰⁾

- L'antenne elle-même. Dimension standard: 80 cm. Prix minimum 1.500 FB.
- Le petit boîtier de réception, appelé LNB, à placer au milieu de l'antenne et à relier par un câble coaxial au démodulateur. Prix minimum: 1.000 FB.
- L'installation d'une antenne fixe peut se faire par un amateur. Elle dure ± 2 heures.

Les antennes motorisées sont à installer par un spécialiste (4-5 heures de travail) et elles nécessitent deux mécanismes supplémentaires: un que l'on place derrière l'antenne, relié par câble électrique à l'autre (positionneur) que l'on place à côté du démodulateur (si il n'y est pas incorporé - voir ci-dessus). Prix: ± 10.000 FB (système télécommandé) plus frais d'installation. Pour ceux qui seraient capables de chercher les satellites manuellement à partir de leur salon (système peu pratique), les frais sont de 5.000 FB.

Une solution intermédiaire est à préconiser dans le cas de deux satellites rapprochés (6° de distance longitudinale maximum): Installer deux petits boîtiers de réception (LNB) devant l'antenne. Supplément ± 3.000 FB.

S'il s'agit de deux satellites éloignés, et que seuls ces deux satellites vous intéressent, vous pouvez installer, via le même supplément, une antenne supplémentaire. Enfin, pour la réception collective de plusieurs satellites (immeuble), la seule solution est d'installer plusieurs antennes, la solution motorisée étant à exclure parce que l'antenne, tournée par un foyer empêche les autres de regarder un autre satellite.

Epilogue

La période de l'été n'est pas une période privilégiée pour regarder la télé. En lisant donc ces lignes, préparez-vous pour l'automne-hiver, en attendant en Europe ce qui est déjà une réalité aux Etats-Unis, la télévision numérique, qui va beaucoup changer le marché et les habitudes audiovisuelles et qui mérite un nouvel article.

D'ici là, bon zapping!

¹⁰⁾ Pour le cryptage, voir aussi note n° 7

Cerdanya is next to Andorra

If, coming from Madrid, you turn right at Seo de Urgell you will enter France after passing through a narrow valley with spectacular views, especially to the south and the Sierra del Cedi montains like a row of grey grim teeth rising straight and bare from gums of dusty green Mediterranean forest. But before you arrive at Bourg Madame, the French outpost of Puigcerda, the valley will have widened into a green and sunlit broad open upland, ringed with a necklace of sparkling peaks. A strange and magic place with remarkable properties for aeronauts. Early in the morning, before most people have forced their eyelids open and focused on a nearby coffee-cup, if you lift your eyes to the clear fresh blue you may see a hot air balloon drift silently past. Until a roar of the butane burner breaks the silence and causes the semi-wild horses of the Pyrenees to move with a brassy tingling of bells, which in the Alps would tell you where the cows were.

Later (perhaps they need more coffee) the snarling of angry wasps turns out to be coming from strange dragon-like shapes that look like they have escaped from the primeval times of flying. Actually they are a cheap re-incarnation of the primitive joys of early power flying before the skies after that war became full of "spamcans" - the ubiquitous American light aeroplane and its French cousins.

Later, and much higher and virtually silent unless you happen to be walking way up high on the shoulders of the mountains, sleek white shapes circle and twist, dart and soar to gain height along the flanks of the hills as the gathering heat of the day at last moves the solid cold air into, at first, slug-

gish movement and then into strong breezes up the valley, hastening along the smaller tributary valleys, on up the slopes until they burst skyward in the hills. No longer winds, but liberated as thermals destined to carry birds and gliders up, beyond the constraints of rocks, to clear and

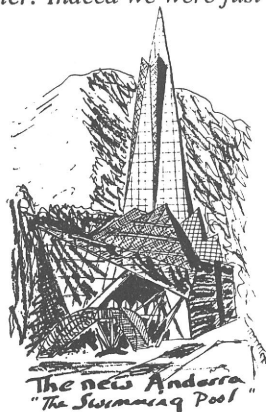


cold skies way up high. Here you can look out over the mountains and see the snows of a dying winter and the grey and white clouds that cover and water lowland France to the north and shield Catalan lowland to the south from the burning rays of the sun. Even on days when summer cauliflower clouds cover the skies and "lows" and depressions are far from your thoughts, the cloud base here in Cerdanya is above that to north and south and circling up under your clouds you can look down on the clouds of lesser mortals.

Far from the oceans there are still waves here, but they are waves in the sky, as winds blustering down across France sweep up into the mountains and fall again on the other side. There they rebound into the sky, far higher than the mountains that gave them shape. Now the gliders can really soar¹⁾, up to heights in excess of 5000 metres- where you need oxygen to stay bright and thus alive- already 4000 metres above the airfield and 3500 metres from where your tug aircraft left you, or vice versa. Ground hogs looking up, which they so rarely do, wouldn't be able to see these gliders, they are only 10 metres

or so long by 15 wide (some are rather bigger, but they cost a lot of money), white and as sylph like as a young woman. In any case they might now be above a luminescent rolling cigar like cloud that lies across the wind and up and down the valley. These clouds are usually actually rather lens shaped which is why they are called lenticulars. You can see them quite often in or around or downwind of mountains if you know where to look. They are a signpost to the gateways to heaven to the glider pilot.

You can't fly every day in these mountains as, even in Spain, the rain occasionally falls and not always on the plains. When it is cold it falls as snow, as a colleague from DG VI found who went flying the week after Easter. Indeed we were just chatting,



¹⁾ In the hands of a good pilot, the author was not so lucky this time, but hopefully he might improve as a good wine does with aging. or is it too late?

A holiday (in) Brysselissä

At the beginning I was a bit hesitant. I had been to Brussels several times before I arrived here to do my stage and I knew the city was said to be slightly boring. How wrong I was. Brussels turn out to be just excellent. I think it has the benefits of a big city as well as those of a small town. Without their negative side-effects. Of course during my short stay here I have had couple of not so nice experiences, but they are just what I said - experiences, which makes the life worth living.

I did not have any detailed prior information with regard to my stage here. As far as I understood it the purpose of my visit was to get an inside picture how the EU, the Commission and in particular DG XXI operates taking into account, however, that I am here for you and not vice versa. I would not call it espionage, but the idea was to work here, what ever my contribution could be, and at the same time receive as much information as possible to take home with me. What I expected can for good reason be called a fact finding mission.

I knew something about the EU and DG XXI of course even before my arrival. I have been responsible in Finland, in our Customs Headquarters:

National Board of Customs (Tullihalitus in Finnish), for preparation and co-ordination of EU-matters in the customs field of activity and I studied EC-law during my days in university. And naturally I had met people working here with the Commission and DG XXI.

In DG XXI I was placed to unit B3 responsible for General Customs Legislation. That, I think, is a good place to get an overview of the general customs activities. At least, I have been very satisfied. A great benefit has also been, many thanks to Mlle Dal Molin and Mr Vaultont and all the others, that I was given the opportunity to circulate around and to see different sectors of your work, not only in B-Directorate but in other



Two reindeers ...



and a happy

directorates and units as well. That has given me the possibility to get not so much a deeper but certainly a much wider picture of DG XXI activities. I found having a possibility to participate in Commission and Council meetings in other fields than those which were my particular responsibilities in my home administration - which were most recently limited to customs policy - is an advantage. A lot has been left to ones own initiative which also gives the necessary flexibility depending on individual needs and possibilities.

My work here in DG XXI has been, and yours on the whole seems to be, very interesting. Not very much different from what I expected it to be, but more fascinating and I believe more challenging. In comparison to

work in national administration the difference is not so big as one might expect. A great problem seems to be the question of all eleven languages. An issue which desperately calls for solution, but who will be "the great wise one" to solve it. To produce documents in several languages is a heavy burden and unfortunately the quality of translations according to my experience does not always seem to be very satisfactory. The practise of using several internal working languages, however, does not seem to complicate the daily activities inside the DG XXI too much.

People here have been very friendly and I very much appreciate their kindness in explaining their responsibilities and the work in practice. And certainly the possibility to meet people and to create personal contacts is an advantage for the future.

Even though the idea was not to write an article thanking you all, but because I am writing this at the end of my stage I can not resist the opportunity to thank you all - this has been a wonderful experience in professional but also in personal level. And at the end special thanks to John and Michael who were kind enough to share their office with me and tolerate a stranger in their adopted land during these three months.

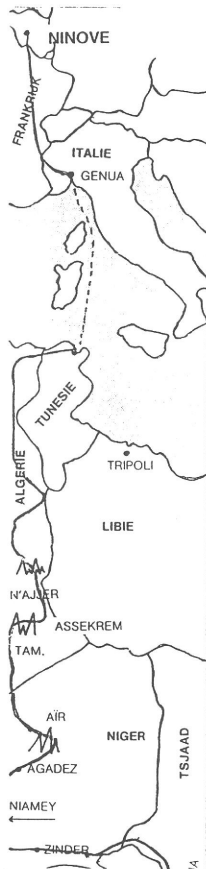
Jouko LEMPIÄINEN - Stagiaire from Tullihallitus to Directorate B

Who needs money?

You may remember that, in Info N° 21, we invited suggestions for spending the FB 35.000 surplus realised on the sale of DG XXI ties. Based on the replies received, it has been decided to donate this sum to the maternity hospital in Bonkougou, Niger, via NINAFRINGO. Our thanks, and theirs, are due to the 31 members of staff who proposed this humanitarian act.

Diethard BLUM

Leon GORDON



Commission Européenne
Direction Générale XXI
Rue de la Loi 200
1049 Bruxelles

Ninove, le 5 mai 1995

A l'attention de Monsieur Peter Wilmott, Directeur Général

Monsieur le Directeur Général,

OBJET : Votre don de 35.000 FB pour la maternité de Bonkougou au Niger

Nous vous remercions ainsi que votre personnel pour le support financier destiné à notre maternité à Bonkougou.

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de la suite réservée à l'utilisation de ce fonds.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Dévoç

DG XXI	
1995-1996	7000
Chef de file	26.
Associé(s)	
Information	26.
Annexes	

Jean Moreau
Président



Helpful hints

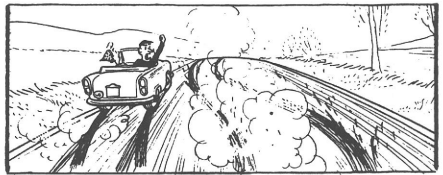
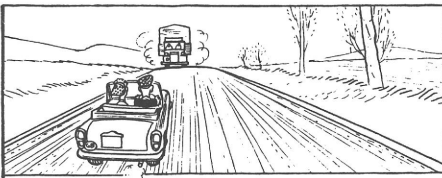
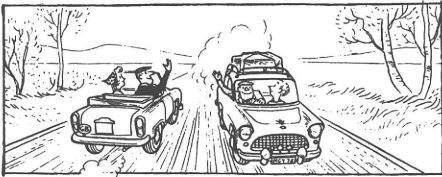
Following the article submitted by Carlos Peixoto in Info No 21 about the "jewels" that are given as reasons for accidents to insurance companies, here are a few more reported in the Anglo-Saxon domain:

- I pulled away from the side of the road, glanced at my mother-in-law and headed over the embankment.
- I had been shopping for plants all day and was on my way home. As I reached an inter-section a hedge sprang up, obscuring my vision and I did not see the other car.

- I was on my way to the doctor with rear-end trouble when my universal joint gave way causing me to have an accident.
- The indirect cause of the accident was a little guy in a small car with a big mouth.

The other five quoted were the same as some reported by Carlos, obviously this is now becoming a cross-frontier exercise - is this a misuse of intellectual property rights? Should B3 take action to stamp it out?

David KESBY B-1



The Plan

In the beginning was The Plan.

And then came the assumption.

And the assumptions were without form.

And The Plan was completely without substance.

And darkness was upon the faces of the C grades.

And they spoke unto their B grades saying:

"The Plan is a crock of s--t and it stinks".

And the B grades went to their A8s and said:

"It is a pail of dung and none may abide by the colour thereof".

And the A8s went to their A6s and said unto them:

"It is a container of excrement and it is very strong, such that none here may abide by it".

And the A6s went to their Head of Sector and said unto him:

"It is a vessel of fertilizer and none may abide its strength".

And the Head of Sector went to the Deputy Head of Unit and said:

"It provides growth and is very strong".

And the Deputy Head of Unit went to the Head of Unit and said unto him:

"It provides growth and is very strong".

And the Head of Unit went to the Board and said unto them:

"The powerful new plan will actively promote the growth and efficiency of the DG and this area in particular".

And the Board looked upon the Plan and saw that it was good.

And the Plan Became Policy.

Stolen from C and E Group Journal of the NUCPS and amended suitably to meet local circumstances.

Hello Luxembourg - European City of all cultures!

History made more than one detour via Luxembourg. The country and its fortress has always been one of the places coveted by the great military nations and it is no coincidence that foreign domination followed one another throughout the centuries.

That place called 'Gibraltar of the North' was often the stake in the power game played by the big nations.

From the 15th to the 17th centuries the Burgundians, the French, the Spaniards, the Austrians and the Prussians gave the city of Luxembourg its distinctive shape throughout a constant change and enlargement of the military installations. It is not surprising that the fortifications and the historic Old Town enjoy international fame: the rock formations and ramparts were in 1994 declared a world architectural heritage treasure by UNESCO.

The City of Luxembourg teems with historic monuments, cultural sights and picturesque places. The Grand

Ducal Palace, the 'Casemates' (underground fortifications) and the National Museum of History and Arts are among the mandatory visits.

You will find lots of reasons to discover typical festivities, such as the 'Schueberfouer', a big annual fair, folklore events such as the 'E'maischen' and other numberless events, especially in 1995, as Luxembourg honourably bears the title of European City of all Cultures¹⁾.

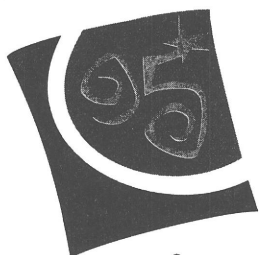
The 'Zeltstad': a great place for a rendezvous

The 'Zeltstad' (City of tents) is a cluster of temporary pavilions: the Rainbow pavilion with a stage, the Hall of Mirrors, which is a bar, and the Cavalry Stable, built as a military depot a long time ago and now a theatre.

The Rainbow pavilion's bright colours liven up the ramparts and add a touch of festival splash.

1) Information on all aspects of the programme of Luxembourg '95:

☎ 00352-22-1995, Fax: 00352-22-2000. A magazine is available on request in French, English and German at the same address.



Luxembourg

Ville Européenne de la Culture

European City of all Cultures

Refreshments are available in the Hall of Mirrors where the glittering turn-of-the-century decor creates a dazzling, time-beguiling spell.

The 'Zeltstad' will host many of the major performing events of the summer of 1995, including symphony orchestras and jazz ensembles, award-winning instrumentalists, rock'n'roll groups and pop singers, folk musicians and modern dance ensembles, clowns and acrobats.

Europe sings ... live at Vauban's

They come from Germany, Italy, Great Britain, France, Belgium and

the whole world and whenever language poses a problem, melody takes care of it.

The hollows of the old fortress and many of the City's public squares will echo to the sound of music. And it's a great programme ... live at Vauban's ²⁾.

Creation ... recreation

Luxembourg will celebrate the summer 1995 with a non-stop programme of concerts, exhibitions and great shows. One of the spotlights was on the European Theatre Convention Festival.

²⁾ Sébastien Vauban, Marshal of France, Commissioner General for fortifications, brought to perfection the defence system of the City

The theme of the 1995 Festival was contemporary drama. Twenty-four companies from 17 countries performed in the City. The Festival offered a wide-ranging survey of the best in current European Theatre.

And for that occasion Mikis Theodorakis recreated the myth of 'Electra',

based on the new Evangelatos translation from the ancient Greek. He dedicated his opera to Luxembourg '95.

'Op letzebuergesch' on tiptoe

Luxembourg theatre will pay tribute to Luxembourg history and literature. They are telling stories of the siege of Luxembourg by the armies of



revolutionary France, or paint brilliant but unflattering pictures of the social orders in nineteenth-century Luxembourg.

And many of the savvy observations of the anti-heroes still hold true today³⁾.

Fine arts ... signs of the times

The National Museum of History and Arts as well as most of the castles spread over the country will host unique expositions of representative masterpieces from private breath taking collections: national and international painters, exhibitions of photographs made by individual artists and the world press photographers, documenting 'The Family of Man'⁴⁾, cinema posters and the art of comics, satirical and critical graphic art and woodcuts of expressionists.

Colourful sculptures will be displayed throughout the upper town all summer.

1000 years of history in 100 minutes

They said, it couldn't be done, the circuit connecting the capital's 'Bock' promontory, and the 'Wenceslas' ramparts, and the 'Rham' plateau using multimedia kiosks to provide an overview of the history of Luxembourg.

Compiled by Marc STAEDTGEN C-2

This is part of the culture-tourism promoted by the City in 1995. More than 200.000 persons are expected for the 5000 city promenades accompanied by 110 well trained official guides. During those culture-historical promenades you can follow the footsteps of Goethe, have a look into the architectural secrets of Vauban, or honour the work of a great European called Schuman.

The spotlight on the fire

It's difficult to give a complete overview on all the exhibitions. Too wide is the spectrum of all the performances scheduled to honour the title of European City of all Cultures.

As for example that beautiful Japanese firework display on May 20th. More than 2000 pyrotechnical works were lighted and sent into the sky where they illuminated the honourable old walls of the City in a beautiful festival of forms and colours, claiming applause from thousands of astonished spectators.

And when the dull sound of the blast of heavy pieces each time reached the crowd, more than one thought whether that feeling of a wave of compressed air hitting the skin of your face might be similar in Sarajevo ...

- 3) *De Reenert* (The Fox), an animal epic in the tradition of the medieval '*Roman de Renard*', written by national poet Michel Rodange (1827 - 1876)
- 4) Exhibition of photographs assembled by national artist Edward Steichen

EN BREF

Résultats du dernier concours "Légendez-moi!"



Aucune suggestion même si la plupart des gens ont reconnu un joueur de rugby de Chartreuse.

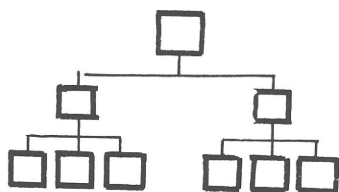
Pyramids

With the forecast of a restructuring of the DG still hanging in the wind, the examples of existing schemes are amiably brought to the attention of those concerned for their perusal.

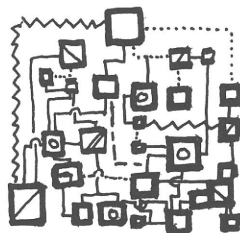
If any of our readers would like to put forward any suggestions for improvement for the DG XXI organigram we are sure to publish any that are not too scurrilous.

La perspective d'une réorganisation de la DG étant toujours dans l'air, les exemples déjà existants d'organigrammes sont portés gracieusement à l'attention de tous ceux intéressés au premier chef.

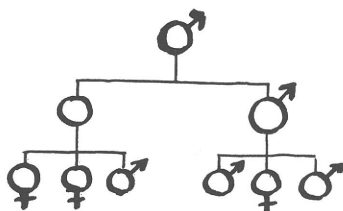
Au cas où un de nos lecteurs souhaitait suggérer une amélioration de l'organigramme de la DG XXI, vous pouvez compter sur nous pour publier toute proposition qui ne soit pas trop calomnieuse.



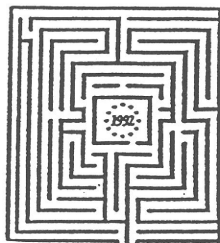
TRADITIONAL



EUROPEAN UNION



TYPICAL DG



DG XXI (OLD VERSION)

Utilisation rationnelle des ressources

Tous les Etats membres concentrent leurs énergies sur l'essentiel afin d'économiser les ressources humaines. Cette initiative suivante est inéressante et pourrait être copiée par les autres comme cela a été fait par la DG XXI (dans le programme FIDO). Un rapport de l'unité B7 du 30.01.95 (action de monitoring TAFI en Allemagne sur les contrôles "textiles") mentionne en effet à la page 4 que le "ZKA (Zollkriminalamt¹) sur la base des informations fournies par un autre organisme central, le ZUN (Zollhundeschulen²) situé à Münster en ce qui concerne les questions d'origine et de sa propre initiative, procède à des audits d'entreprise".

On n'aurait pas imaginé jusqu'à quel niveau nos plus fidèles amis peuvent servir!

Nikolaus VAULONT B-3

1) Office criminel des douanes

2) Ecole de formation des chiens douaniers

THE INDEPENDENT

Leader of the pack

Drug dog gone

Irish customs officers at the Co Wexford ferry port of Rosslare fear that one of their top crime-busters — Jake, a golden labrador who has sniffed out millions of pounds worth of drugs — has been kidnapped because of his success rate.



Sniffer dog found: Gardai believe that the abduction of their sniffer dog, Jake — who was found early yesterday morning — was linked to drugs and that the intention was to kill the animal.



Where have all the runners gone ...!
Sag' mir, wo die Läufer sind ...!
Mais, où est passée la XXIème compagnie ...!

Here are the results of the 1995 edition of the 20 km of Brussels for EURODOUANE

Hier sind die Ergebnisse der 20 km von Brüssel 1995 für EURODOUANE

Voici les résultats des 20 km de Bruxelles de 1995 pour EURODOUANE

Participants/Teilnehmer		Time/Zeit/heure	Place/Platz
B L U M	Diethard XXI-B-5	1.33:00 h	5.318
C O N D O N	Richard XXI-B-7	1.45:00 h	9.385
L U X	Michael XXI-B-6	1.33:00 h	5.346
P A N D U C C I O	Antonio XXI-Arch	1.33:30 h	5.543
T A Y L O R	John XXI-B-2	1.42:00 h	8.617
		total	15.122
EURODOUANE Team	XXI	8.07:00 h	290
		total	420

5 runners in the colours of EURODOUANE: this was just about the necessary number of people to run as a team!

5 Läufer im EURODOUANE-Trikot: das reichte gerade so zur Mannschaftswertung!

5 coureurs dans les couleurs d' EURODOUANE: c'était tout juste le minimum pour participer comme équipe!

If you want to join us for the **1996 edition of the 20 km of Brussels** - just tell us and we will tell you how to do it!

Wenn Sie mit uns bei den **20 km von Brüssel 1996** teilnehmen wollen - sagen Sie es uns und wir sagen Ihnen, wie Sie es erreichen!

Si vous voulez nous rejoindre aux **20 km de Bruxelles en 1996** - dites-le nous et nous vous dirons comment le faire!

D. BLUM

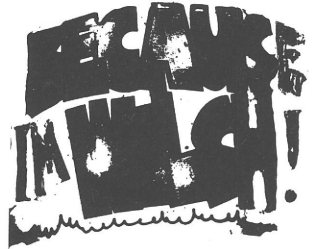


STOP PRESS

An extract from a recent DG VII document

Maritime safety and the protection of the maritime environment :

The seas will increasingly play an important role for maritime transport in the future. The consequences to the environment, and local economies, when maritime disasters such as the Exxon Valdez grounding occurs, are enormous, so there is a global need to improve accident prevention capabilities. At the same time, the efficiency of maritime transportation is crucial in a very competitive marketplace and there is a need to balance efficiency with the need for global environmental protection and safety of navigation. The Electronic Chart Project combines accurate, real-time positioning with chart, radar, water level and ship system information to warn of dangers and assist mariners in making informed decisions while the Ship Reporting Project deals with inventories of dangerous cargo which can be integrated into Electronic Chart Display and Information Systems. In addition Vessel Traffic Service Systems compatible, interlinked and enhanced with approximate telematics based functions can improve the efficiency of operations and safety of navigation.



Ont participé à ce numéro:

Paddy Barrett, Marie-Claude Blin, Dieter Blum, Luigi Casella, Fabio Casella, Jean-Michel Grave, David Kesby, Aristidis Lavrentzos, Jouko Lempiäinen, Denis McGowan, Marc Staedgen, Kristian Vangrieken, Nikolaus Vaulont and Richardt Vork

ainsi que:

Barbara Billerbeck, Annie Burkhardt, Jean-Luc Delcourt, Paolo Garzotti, Hervé Godin, Leon Gordon, Françoise Peintre, Anne Preumont, Marina Prini and Richard Stone

Rédacteur en chef:

Tony Griffiths 55729 2/29A

Comité de rédaction:

Maria Manuela Cabral	54259	3/38A
Thomas Carroll	55842	5/29
John De Neumann	54901	2/01
Patricia Faignaert	60284	3/08
Ron Hordijk	61643	1/32
Christina Lytridis	60077	5/35A
Valère Moutarlier	62162	5/35
Ida Perez	61639	3/01
Veva Ruiz	50793	3/05A
Gilles Siccardi	60569	1/33

Mise en page:

Ida Perez

*Les articles sont publiés sous la
responsabilité de leurs auteurs*

*Les articles et informations doivent impérativement parvenir au
secrétariat (MDB 3/01 ou 2/35) avant le 25 septembre 1995
si possible sous forme informatique par Insem mail au M472
perezid.*

Pour plus d'information téléphonez au 61639 ou 55729



